

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1974 Nr. 192

A. TITEL

*Overeenkomst tussen bepaalde Europese Regeringen en de
Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende
de uitvoering van het Ariane-draagruketprogramma,
(met Bijlagen);
Neully-sur-Seine, 21 september 1973*

B. TEKST ¹⁾

**Arrangement
entre certains Gouvernements Européens
et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales
concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane**

Préambule

Les Gouvernements des Etats membres de la Conférence Spatiale Européenne signataires du présent Arrangement (ci-après dénommés „les Participants”),

et

l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales établie par la Convention ouverte à la signature le 14 juin 1962 (ci-après dénommées respectivement „l'Organisation” et „la Convention”),

Rappelant la Résolution prise par la Conférence Spatiale Européenne (CSE) le 20 décembre 1972 aux termes de laquelle la CSE donne son accord de principe pour que soit entrepris, poursuivi et géré dans un cadre européen commun le projet de réalisation d'un lanceur proposé par le Gouvernement français à la suite de l'abandon du projet Europa III et prenant en considération les décisions prises par la Conférence Spatiale Européenne lors de sa réunion du 31 juillet 1973,

Considérant que l'Agence Spatiale Européenne visée à ladite Résolution (ci-après dénommée „l'Agence”) est destinée à fournir le cadre européen commun de ce programme confié, à titre transitoire, à l'Organisation,

Considérant l'intérêt que représente pour l'Europe la disponibilité, au début des années 1980, d'une capacité propre et économiquement compétitive de mise en orbite de satellites et notamment de satellites d'applications,

Considérant l'avantage pour les Etats européens de maintenir la compétence acquise dans le domaine des lanceurs et d'utiliser la technologie spatiale existant dans ces Etats,

Vu le dossier de synthèse en date du 15 avril 1973, soumis par le Gouvernement français aux Ministres de la CSE,

Vu la Déclaration en date du 1er août 1973 faite par les représentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités (ESRO/C/LIX/Dec. 1),

¹⁾ De Duitse tekst is niet afgedrukt.

**Arrangement
between certain European Governments
and the European Space Research Organisation
concerning the execution of the Ariane Launcher Programme**

Preamble

The Governments of the Member States of the European Space Conference, signatories of this Arrangement (hereinafter referred to as „the Participants”),

and

the European Space Research Organisation established by the Convention opened for signature on 14 June 1962 (hereinafter referred to as „the Organisation” and „the Convention” respectively),

Recalling the Resolution adopted by the European Space Conference (ESC) on 20 December 1972, under the terms of which the ESC gives general approval for the carrying out and management within a common European framework of the launcher development project proposed by the French Government following the abandonment of the Europa-III Project, and taking into consideration the decisions taken by the European Space Conference at its meeting on 31 July 1973,

Considering that the European Space Agency referred to in the said Resolution (hereinafter referred to as „the Agency”) is intended to provide the common European framework for this programme, temporarily entrusted to the Organisation,

Considering Europe’s interest in having available at the beginning of the 1980s an economically competitive capability of its own for placing satellites, particularly application satellites, in orbit,

Considering that it would be to the European States’ advantage to keep in being the competence acquired in the field of launchers and to make use of the space technology existing in those States,

Having regard to the report dated 15 April 1973 submitted by the French Government to the Ministers of the ESC,

Having regard to the Declaration made on 1 August 1973 by the representatives on the Council of Organisation of the aforementioned Governments (ESRO/C/LIX/Dec. 1),

Vu la Résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 59e session relative à l'acceptation de la demande concernant l'exécution de ce programme dans le cadre de l'Organisation, dans l'attente de l'établissement de l'Agence Spatiale Européenne (ESRO/C/LIX/Rés. 1),

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les Participants s'engagent à entreprendre, dans les conditions prévues au présent Arrangement, la première phase d'un programme, ayant pour objet le développement, incluant la qualification d'un lanceur de satellites dénommé Ariane; ce lanceur est destiné à placer sur orbite de transfert des charges utiles de l'ordre de 1500 kg et permet, par l'utilisation d'un moteur d'apogée adapté, la mise en orbite géostationnaire de satellites de l'ordre de 750 kg. Ce programme comporte une deuxième phase qui aura pour objet la production de ce lanceur, et qui sera décidée ultérieurement.

Article II

1. La phase de développement de ce programme mentionné à l'Article premier sera exécutée dans le cadre de l'Agence visée par la Résolution de la CSE du 20 décembre 1972. Dans l'attente de la constitution de ladite Agence, cette phase est entreprise dans le cadre de l'Organisation, conformément aux dispositions contenues dans les Annexes au présent Arrangement.

2. Sauf stipulation contraire du présent Arrangement, ou de l'Accord visé au paragraphe 3 ci-dessous, cette phase du programme est exécutée en conformité avec les règles et procédures en vigueur à l'Organisation.

3. Les Participants confient, par l'intermédiaire de l'Organisation, au Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), Etablissement public français, et désigné par le Gouvernement français, l'exécution de la première phase du programme mentionné à l'Article premier et confient le contrôle de son exécution, pour leur compte, à l'Organisation. L'Organisation et le CNES concluent un Accord définissant les modalités détaillées de leur coopération en vue de l'accomplissement des objectifs du présent Arrangement.

Article III

1. Les objectifs du programme mentionné à l'Article premier, la description du lanceur et la description de la phase de développement du programme figurent à l'Annexe A au présent Arrangement. La décision de passer à la phase de production du programme sera prise conformément aux dispositions de l'Article V ci-après.

Having regard to the Resolution adopted by the Council of the Organisation at its 59th Session, agreeing the request for the execution of this programme within the framework of the Organisation, pending establishment of the European Space Agency (ESRO/C/LIX/Res. 1),

Have agreed as follows:

Article I

The Participants commit themselves to undertake, under the provisions of this Arrangement, the first phase of a programme having as its objective the development, including qualification, of a satellite launcher called Ariane intended to place payloads of the order of 1500 kg in a transfer orbit and, with the assistance of a suitable apogee motor, to place satellites of the order of 750 kg in geostationary orbit. This programme comprises a second phase which will have as its objective the production of this launcher and which will be decided upon at a later date.

Article II

1. The development phase of the programme referred to in Article I above shall be executed within the framework of the Agency referred to in the ESC Resolution of 20 December 1972. Pending the establishment of the said Agency, this phase shall be undertaken within the framework of the Organisation, in conformity with the provisions of the Annexes of this Arrangement.

2. Except where otherwise provided in this Arrangement or in the Agreement referred to in paragraph 3 below, this phase of the programme shall be executed in conformity with the rules and procedures in force within the Organisation.

3. The Participants shall, through the medium of the Organisation, entrust the Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), a French public body appointed by the French Government, with the execution of the first phase of the programme referred to in Article I and shall entrust control of its execution, on their behalf, to the Organisation. The Organisation and CNES shall conclude an Agreement defining the detailed arrangements for their cooperation with a view to achieving the objectives of this Arrangement.

Article III

1. The objectives of the programme referred to in Article I above, a description of the launcher and a description of the development phase of the programme, are contained in Annex A to this Arrangement. The decision to proceed to the production phase of the programme shall be taken in conformity with the provisions of Article V below.

2. L'étape de définition de la phase de développement du programme a pour objet d'établir les spécifications détaillées du lanceur sur les bases techniques de l'Annexe A au présent Arrangement, d'établir un plan de développement détaillé, de répartir les travaux dans l'industrie et d'ajuster la contribution financière de chaque Participant au programme conformément à la procédure décrite à l'Article X du présent Arrangement.

3. Les éléments de l'analyse détaillée mentionnée au paragraphe 2 du présent Article permettront de conduire la phase de développement. Celle-ci s'achèvera lorsque sera prononcée la qualification du lanceur à l'issue des essais en vol.

Article IV

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants, assume la responsabilité du programme et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent Arrangement.

2. Pour les problèmes affectant ce programme et un autre programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation auquel il présente toutes les recommandations nécessaires.

3. Le Conseil directeur de programme prend toutes décisions concernant le programme en conformité avec les dispositions du présent Arrangement et notamment:

- (a) il contrôle le déroulement du programme et notamment de la phase de développement définie par le plan de développement, sur la base des rapports qui sont préparés par le CNES et qui lui sont présentés par le Directeur Général de l'Organisation;
- (b) il contrôle la performance globale du lanceur et les dispositions d'assurance de qualité mises en place par le CNES et spécifiques au programme, sur la base des rapports qui sont préparés par le CNES et lui sont présentés par le Directeur Général de l'Organisation;
- (c) il est tenu informé de la répartition des travaux entre les divers Participants et constitue, le cas échéant, au cours de l'exécution de la phase de développement du programme, l'organe de recours d'un Participant vis-à-vis du choix des industriels effectué par le CNES;
- (d) il approuve le rapport de qualification du lanceur en vol présenté par le CNES;
- (e) il décide des conditions de participation à cette phase du programme d'Etats non membres de l'Organisation, confor-

2. The objectives of the definition stage of the development phase is to establish the detailed specifications of the launcher on the technical bases of Annex A to this Arrangement, to draw up a detailed development plan, to distribute work in industry and to adjust the financial contribution of each Participant to the programme in conformity with the procedure described in Article X of this Arrangement.

3. The elements of the detailed analysis referred to in paragraph 2 above will enable the development phase to be carried out. The latter will be completed with qualification of the launcher following the flight tests.

Article IV

1. A Programme Board, composed of representatives of the Participants, shall be responsible for the programme and shall take all decisions relating to it in conformity with this Arrangement.

2. For matters affecting both the present programme and some other programme of the Organisation, the Programme Board shall be advisory to the Council of the Organisation, to which it will on such matters make all necessary recommendations.

3. The Programme Board shall take all decisions concerning the programme in conformity with this Arrangement, and shall in particular:

- (a) control the implementation of the programme and in particular of the development phase, defined in the development plan, on the basis of reports prepared by CNES and presented to the Programme Board by the Director General of the Organisation;
- (b) monitor the overall performance of the launcher and the quality assurance provisions specific to the programme, prepared by CNES, on the basis of reports prepared by CNES and presented to the Programme Board by the Director General of the Organisation;
- (c) be kept informed of the distribution of work among the various Participants and, during the execution of the development phase of the programme, act as the appeal body if a Participant wishes to object to a choice of contractor made by CNES;
- (d) approve the launcher flight qualification report submitted by CNES;
- (e) lay down the terms and conditions for participation in this phase of the programme by States that are not members of

mément aux dispositions de l'Article XVII, paragraphe 2 du présent Arrangement;

- (f) il veille à ce que l'Organisation établisse une coordination efficace avec les utilisateurs potentiels du lanceur et définisse les spécifications d'interface entre le lanceur et les charges utiles.

4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour accomplir sa mission.

5. Sauf dispositions contraires du présent Arrangement, les décisions du Conseil directeur de programme sont prises à la majorité simple des Participants.

Article V

1. Le Conseil directeur de programme établit les éléments nécessaires à la décision des Participants de procéder à la phase de production du programme. Ceux des Participants qui se sont déclarés intéressés à participer à la phase de production concluent un nouvel Arrangement définissant le contenu de cette phase, les modalités financières de son exécution ainsi que l'attribution des travaux qu'ils maintiendront dans toute la mesure du possible identique à celle définie pour la phase de développement.

2. Les Participants s'efforceront de maintenir disponibles, au cours de la phase de production, les moyens industriels mis en place au cours de la phase de développement et, qu'ils participent ou non au nouvel Arrangement, ne feront pas obstacle à l'utilisation de ces moyens.

Article VI

1. Les dépenses découlant de l'exécution de la phase de développement du programme aux termes du présent Arrangement sont supportées par les Participants conformément aux dispositions prévues à l'annexe B au présent Arrangement.

2. Les Participants conviennent de contribuer, sur la base d'une enveloppe financière ferme de 380.391.165 unités de compte:

- (a) aux dépenses directes telles que définies à l'Annexe B, paragraphe 1 (a) du présent Arrangement relatives à la phase de développement du programme, sur la base d'un montant de 2060 millions de francs français et représentant 37).891.165 unités de compte, selon le taux de conversion en vigueur au 1er janvier 1973 (une unité de compte représentant 5,55419 francs français);
- (b) aux dépenses internes de l'Organisation visées à l'Annexe B, paragraphe 1 (b) du présent Arrangement s'élevant à 2.500.000 unités de compte; et

the Organisation, in conformity with the provisions of article XVII, paragraph 2 of this Arrangement;

- (f) ensure that the Organisation establishes efficient coordination with the potential users of the launcher and defines the launcher and the payloads interface specifications.

4. The Programme Board may establish such advisory bodies as it may deem necessary for its tasks.

5. Except where otherwise provided in this Arrangement, the decisions of the Programme Board shall be taken by a simple majority of the Participants.

Article V

1. The Programme Board shall establish the elements necessary for the decision by the Participants to proceed to the production phase of the programme. Those Participants that have declared that they are interested in taking part in the production phase shall conclude a new Arrangement setting out the content of this phase, the financial arrangements for its execution and the work distribution. The latter shall as far as possible be identical with that defined in respect of the development phase.

2. The Participants shall endeavour to keep in being, during the production phase, the industrial facilities set up during the development phase, and, whether or not they are Participants in the new Arrangement, shall do nothing to hamper the use of these facilities.

Article VI

1. The expenditure resulting from the execution of the development phase of the programme under this Arrangement shall be met by the Participants, in accordance with the provisions set out in Annex B to this Arrangement.

2. The Participants agree to contribute, on the basis of a firm financial envelope of 380 391 165 accounting units, towards:

- (a) the direct expenditure defined in paragraph 1 (a) of Annex B to this Arrangement, concerning the development phase of the programme, on the basis of an amount of 2060 million French francs, representing 370 891 165 accounting units on the basis of the conversion rate in force on 1 January 1973 (1 accounting unit representing 5.55419 French francs);
- (b) the Organisation's internal expenditure referred to in paragraph 1 (b) of Annex B to this Arrangement, amounting to 2 500 000 accounting units; and

- (c) aux dépenses résultant de l'entretien d'installations spécifiques qui seraient créées ou mises à la disposition de l'Organisation pour l'exécution du programme dans les conditions mentionnées à l'Article XII, paragraphe 2 du présent Arrangement, sur la base d'un montant de 7.000.000 unités de compte.

Les frais de l'équipe de projet et du personnel de support technique du CNES sont pris en charge par le Gouvernement français.

3. Les Participants contribuent aux dépenses mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus, selon les barèmes de contributions fixés à l'Annexe B au présent Arrangement et sous réserve des dispositions contenues à l'Article VII. En conséquence, au cas d'application des dispositions de l'Article VII, paragraphe 2, vis-à-vis des dépenses visées au paragraphe 2 (a) ci-dessus, l'engagement total des Participants s'élèverait à 454.569.398 unités de compte, notwithstanding les dispositions de l'Article VII, paragraphes 1 et 2 (b) ci-dessous.

4. Les budgets annuels relatifs à la phase de développement du programme sont approuvés à la majorité des deux tiers des Participants, représentant au moins les deux tiers des poids de vote mentionnés au paragraphe 2.3 de l'Annexe B, par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe financière ferme visée au paragraphe 2 du présent Article. Les Participants s'engagent à mettre les fonds nécessaires à l'exécution du programme à la disposition de l'Organisation selon les procédures et l'échéancier figurant à l'Annexe B du présent Arrangement; une mise à jour de cet échéancier sera présentée annuellement au Conseil directeur de programme en même temps que le budget.

Article VII

1. Sauf dispositions particulières prévues à l'Annexe B, paragraphe 2.4 du présent Arrangement, les Participants conviennent, en vue de permettre la révision des montants mentionnés à l'Article VI, paragraphe 2, dans le cas de variations du niveau des prix:

- (a) d'appliquer à la contribution de chaque Participant aux dépenses directes visées à l'Article VI, paragraphe 2 (a), des formules de révision utilisant ses indices nationaux appropriés retenus par l'Organisation; et
- (b) d'appliquer à la contribution de chaque Participant aux dépenses visées à l'Article VI, paragraphes 2 (b) et (c) les règles normales en vigueur à l'Organisation.

2. Si, de l'avis du Conseil directeur de programme, le montant des dépenses directes visé à l'Article VI, paragraphe 1 (a) doit

- (c) the expenditure resulting from the maintenance of facilities specifically created, or made available to the Organisation for the execution of the programme under the provisions of Article XII, paragraph 2 of this Arrangement, on the basis of an amount of 7 000 000 accounting units.

The cost of the CNES project team and technical support staff shall be borne by the French Government.

3. The Participants shall contribute towards the expenditure referred to in paragraph 2 above in accordance with the scale of contributions set out in Annex B to this Arrangement and subject to the provisions of Article VII. Consequently, when the provisions of Article VII, paragraph 2, are to be applied for the expenditure specified in paragraph 2 (a) above, the overall commitment of the Participants will amount to 454.569.398 accounting units, notwithstanding the provisions of Article VII, paragraphs 1 and 2 (b) below.

4. The annual budgets relating to the development phase of the programme shall be subject to the approval of the Programme Board, by a two-thirds majority of the Participants representing also at least two-thirds of the weights of vote referred to in paragraph 2.3 of Annex B, within the firm financial envelope referred to in paragraph 2 above. The Participants undertake to provide the Organisation with the funds necessary for the execution of the programme in accordance with the procedures and schedule given in Annex B to this Arrangement; this schedule is to be brought up to date and presented to the Programme Board annually at the same time as the budget.

Article VII

1. In order that the financial envelope referred to in Article VI, paragraph 2, above may be revised in the event of changes in price levels, the Participants agree, except where otherwise provided in paragraph 2.4 of Annex B to this Arrangement, to:

- (a) apply to the contribution of each country participating in the direct expenditure referred to in Article VI, paragraph 2 (a) revision formulas using the relevant national indices adopted by the Organisation; and
- (b) apply to the contribution of each country participating in the expenditure referred to in Article VI, paragraphs 2 (b) and (c) the normal rules in force in the Organisation.

2. If, in the opinion of the Programme Board, the amount of direct expenditure referred to in Article VI, paragraph 2 (a)

être révisé pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, les dispositions suivantes sont applicables:

- (a) Dans la mesure où il n'y a pas de dépenses additionnelles supérieures à 20 % de ce montant, éventuellement révisé selon les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les Participants sont tenus d'y contribuer dans une mesure proportionnelle à leur contribution établie à l'Annexe B au présent Arrangement.
- (b) Les dépenses additionnelles supérieures à 20% dudit montant sont supportées par le Gouvernement français dans la mesure où elles n'excèdent pas 35%.
- (c) Nul Participant ne peut se retirer du programme tant que jouent les dispositions de l'alinéa (a) et de l'alinéa (b) du présent paragraphe.
- (d) Lorsque les dépenses additionnelles excèdent 35% du montant des dépenses directes visées à l'Article VI, paragraphe 2 (a), éventuellement révisées conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, soit de fait, soit selon les prévisions acceptées par le Conseil directeur de programme, les obligations du Gouvernement français mentionnées ci-dessus cessent et les Participants se concertent sur la suite à donner au programme.
- (e) Le Gouvernement français réexaminera le maintien de l'engagement visé à l'alinéa (b) ci-dessus dans le cas où les fonds nécessaires à l'exécution du programme ne pourraient plus être mis à sa disposition par l'Organisation du fait de la défaillance d'un ou de plusieurs Participants.

Article VIII

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution de la phase de développement du programme sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses programmes.

Article IX

1. Les Participants, par l'intermédiaire de l'Organisation, mettent à la disposition du CNES les crédits d'engagement et de paiement nécessaires à l'exécution de la phase de développement du programme, conformément au budget approuvé par le Conseil directeur de programme et aux dispositions du paragraphe 2.4 de l'Annexe B au présent Arrangement.

above has to be revised for reasons other than changes in price levels, the following provisions shall apply:

- (a) If the additional expenditure does not exceed 20% of this amount, revised, where applicable, under the provisions of the paragraph 1 above, the Participants shall be bound to contribute to the additional expenditure in proportion to their contributions as laid down in Annex B of the present Arrangement.
- (b) Additional expenditure exceeding 20% of the aforesaid amount shall be borne by the French Government provided it does not exceed 35%.
- (c) No Participant may withdraw from the programme so long as the provisions of sub-paragraphs (a) and (b) of the present paragraph are operative.
- (d) If the additional expenditure exceeds 35% of the amount of direct expenditure referred to in Article VI, paragraph 2 (a) above, revised where necessary in accordance with paragraph 1 above, either in fact or according to forecasts agreed by the Programme Board, the French Government's obligations referred to above shall cease and the Participants shall consult among themselves as to the future of the programme.
- (e) The French Government will review the undertaking referred to in sub-paragraph (b) above should the Organisation no longer be able to provide it with the funds necessary for the execution of the programme owing to the default of one or more Participants.

Article VIII

Intellectual property rights arising from the execution of the development phase of the programme, as well as access to technical information so arising, shall be reserved to the Participants, but the Organisation shall have the right to make use of them free of charge for its programmes as a whole.

Article IX

1. The Participants shall make available to CNES, through the Organisation, the contract authority and payment appropriations necessary for the execution of the development phase of the programme, in conformity with the budget approved by the Programme Board and with the provisions of paragraph 2.4 of the Annex B to this Arrangement.

2. Les contributions des Participants seront appelées par l'Organisation sur la base de ses règles en vigueur et conformément aux dispositions figurant à l'Annexe B au présent Arrangement.

Article X

1. Le CNES conclut les contrats nécessaires à l'exécution de la phase de développement du programme. Lors de la passation des contrats et souscontrats pour l'exécution de ladite phase, la préférence est donnée à l'exécution des travaux en premier lieu sur le territoire des Participants et en second lieu sur les territoires des autres Etats membres de l'Organisation ou par la suite membres de l'Agence.

2. Le CNES soumet au Conseil directeur de programme, avant l'achèvement de l'étape de définition, la répartition des travaux correspondant aux contributions figurant au paragraphe 2.1 de l'Annexe B. Cette répartition vise les travaux offrant un intérêt technologique certain, selon la définition acceptée par le Conseil directeur de programme, et qui représentent quatre-vingt pour cent du montant des dépenses directes mentionné à l'Article VI, paragraphe 2 (a) ci-dessus.

3. Le CNES confie aux industries des Participants des contrats d'une valeur proportionnelle à la contribution des Participants au montant des travaux défini ci-dessus. Si cet objectif ne pouvait être atteint à l'égard de l'un ou de plusieurs Participants, il serait procédé, avant l'achèvement de l'étape de définition, à une réduction proportionnelle des contributions du (ou des) Participant(s) concerné(s). S'il en résulte un défaut de financement de la phase de développement, le Gouvernement français est responsable de ce financement.

Vis-à-vis des dépenses additionnelles mentionnées à l'Article VII, paragraphe 2 (a), le CNES s'efforcera, lors de la passation des contrats, considérant la nature spécifique du travail, la difficulté d'appliquer les mêmes règles de répartition géographique et la nécessité d'assurer un bon déroulement de la phase de développement, de ne pas porter atteinte au juste retour des Participants et de parvenir à une répartition des travaux aussi équitable que possible.

4. Les contrats correspondant à des travaux présentant un intérêt technologique moindre, tels que les travaux d'infrastructure ou les fournitures de matière consommables, sont passés sur une base compétitive. A cette fin le CNES adresse les appels d'offres aux firmes dont les noms lui auront été indiqués par les Participants.

5. Les contrats correspondant à des travaux effectués sur le territoire d'un Etat non membre de l'Organisation n'entrent pas en

2. The Participants contributions shall be called up by the Organisation on the basis of its current rules, in conformity with the provisions mentioned in Annex B to this Arrangement.

Article X

1. CNES shall place the contracts necessary for the execution of the development phase of the programme. When placing contracts and sub-contracts for the execution of this phase, it shall give first preference to having the work carried out in the territories of the Participants and second preference to having it carried out in the territories of the other States that are members of the organisation or, subsequently, of the Agency.

2. CNES shall submit to the Programme Board, before the end of the definition stage the distribution of work on the basis of the contributions shown in paragraph 2.1 of Annex B. The distribution shall bear on the work that is of definite technological interest according to the definition adopted by the Programme Board, this work representing eighty per cent of the amount of direct expenditure referred to in Article VI, paragraph 2 (a) above.

3. CNES shall award to the Participants contracts of a value proportional to the Participants' contributions to the cost of the work defined above. If this objective cannot be attained vis-à-vis one or several Participants, the contribution of the Participant concerned shall be reduced proportionally before the end of the definition stage. In case of a lack of funding of the development phase, as a consequence of such a reduction, the French Government shall be responsible for this funding.

Concerning the additional expenditure mentioned in Article VII, paragraph 2 (a), CNES shall, in placing the contracts, make its best endeavour to avoid any distortion in the fair return of the Participants and to achieve a distribution of work as fair as reasonably possible, taking into account the specific nature of the work, the difficulty to apply the same rules concerning work distribution, and the necessity to maintain a smooth implementation of the development phase.

4. Contracts relating to work of lower technological interest, such as infrastructure work or the supply of consumables, shall be awarded on a competitive basis. To this end CNES shall invite tenders from firms whose names have been communicated to it by the Participants.

5. Contracts relating to work carried out in the territory of a State that is not a member of the Organisation shall not be taken

compte dans le calcul de la répartition géographique des contrats entre les Participants.

6. Les dispositions contractuelles sont basées sur les règlements et procédures en vigueur au CNES. Toutefois, l'Organisation définit le contenu des clauses garantissant le respect de l'application des Articles VIII et XII du présent Arrangement.

7. Les Participants prennent, conformément aux dispositions du Protocole sur les Privilèges et les Immunités de l'Organisation, toutes mesures en vue de l'exemption des contrats passés au titre du présent Arrangement des redevances fiscales et douanières, ou le cas échéant, du remboursement des redevances perçues.

Article XI

Le Gouvernement français se porte garant du paiement des sommes:

- (a) qui seraient versées au bénéfice du programme sous le titre „Autres Recettes” par un Etat membre de l'Organisation non signataire du présent Arrangement et avec lequel il aurait conclu un accord bilatéral, compatible avec les dispositions du présent Arrangement, aux fins de l'exécution de certains travaux de la phase de développement du programme;
- (b) qui figurent sous la rubrique „Autres Etats” dans le tableau de l'annexe B, paragraphe 2, aussi longtemps que ces sommes ne sont pas couvertes par ailleurs.

Un accord bilatéral tel que mentionné au paragraphe (a) ci-dessus ne saurait en aucun cas créer des obligations à l'encontre des autres Participants au programme.

Toutefois, pour l'application des dispositions du paragraphe 1 de l'Article X du présent Arrangement, un tel Etat membre de l'Organisation est assimilé à un Participant à la phase de développement du programme.

Article XII

1. L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire des éléments du lanceur Ariane, des installations et équipements acquis pour sa réalisation, et des installations de lancement réalisées dans le cadre du programme.

2. Les Participants propriétaires d'installations susceptibles d'être utilisées aux fins du programme Ariane s'engagent à les mettre à la disposition dudit programme à des conditions financières limitées aux frais exposés de ce fait.

3. Les éléments, installations et équipements visés au paragraphe 1 du présent Article, sont mis à la disposition des Participants agissant dans le cadre de leur propre programme ou d'un programme

into account in the assessment of the geographical distribution of contracts among the Participants.

6. The contractual arrangements shall be based on the rules and procedures applied by CNES. However, the Organisation shall define the content of the clauses guaranteeing observance of Articles VIII and XII of this Arrangement.

7. The Participants shall, in accordance with the Protocol on Privileges and Immunities of the Organisation, take all necessary steps to ensure exemption from, or if need be, reimbursement of, taxes and customs dues in respect of contracts placed under this Arrangement.

Article XI

The French Government shall guarantee the payment of any sums:

- (a) contributed to the programme, under the heading „Other Income”, by a Member State of the Organisation that is not a signatory of this Arrangement but with which it has concluded a bilateral agreement, compatible with the provisions of this Arrangement, for the execution of work under the development phase of the programme;
- (b) shown under the heading „Other Countries” in the table of Annex B, paragraph 2, until such time as they are otherwise covered.

In no circumstances shall any bilateral agreement mentioned under paragraph (a) above create obligations vis-à-vis the other Participants in the programme.

Nevertheless, for the purposes of Article X, paragraph 1 of this Arrangement, any such Member State shall be considered as a Participant in the development phase of the programme.

Article XII

1. The Organisation, acting on behalf of the Participants, shall be the owner of the elements of the Ariane launcher, of the facilities and equipment acquired for its development, and of the launching facilities produced within the framework of the programme.

2. Participants that own facilities that could be used for the purposes of the Ariane programme undertake to make them available for the said programme, on financial conditions limited to marginal cost reimbursement.

3. The elements, facilities and equipment referred to in paragraph 1 above shall be made available to the Participants acting in the framework of their own programmes or of a programme of the

de l'Organisation, dans la mesure où leur utilisation aux fins du programme Ariane le permet. Dans ces conditions les redevances demandées pour cette utilisation ne comprennent pas l'amortissement de ces biens. Le Conseil directeur de programme fixe les conditions y relatives.

4. L'Organisation peut mettre ces biens à la disposition de tiers non visés au paragraphe 3 du présent Article, dans la mesure où leur utilisation aux fins du programme Ariane et pour les besoins des Participants le permet, et dans des conditions financières qui seront fixées par le Conseil directeur de programme.

5. Toute cession des éléments, installations et équipements acquis est décidée par le Conseil directeur de programme en consultation avec le Conseil de l'Organisation.

Article XIII

1. Le lanceur Ariane, lorsqu'il sera déclaré opérationnel, sera mis à la disposition de l'Organisation et des Participants pour leurs propres besoins, selon une décision des Participants prise par l'intermédiaire, soit du Conseil directeur de programme, soit d'un tel organe qui serait établi dans le cadre de l'Agence mentionnée à l'Article II, et selon les dispositions du nouvel Arrangement mentionné à l'Article V, paragraphe 1. Les installations appartenant au Gouvernement français et nécessaires à la réalisation des lancements seront de même mises à la disposition de l'Organisation et des Participants, conformément aux conditions mentionnées à l'Article XII, paragraphe 2 ci-dessus.

2. La décision relative aux conditions selon lesquelles des modèles de vol du lanceur Ariane pourront être mis à la disposition d'Etats tiers ou d'organisations internationales, à des fins pacifiques, ainsi qu'à celles selon lesquelles des lancements pourront être effectués pour le compte de ces Etats et organisations sera prise à la majorité des deux tiers des Participants, sous réserve des dispositions du nouvel Arrangement mentionné à l'Article V, paragraphe 1.

3. Les dispositions figurant aux paragraphes 1 et 2 du présent Article s'appliquent également à la fourniture d'éléments, de sous-ensembles et de composants réalisés au titre de la phase de développement du programme.

Article XIV

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagée du fait de l'exécution de la phase de développement du programme.

Organisation, insofar as this does not interfere with their use for the purposes of the Ariane programme. Payments requested from the Participants for such use shall not include amortisation of this property. The Programme Board shall lay down the terms and conditions relating thereto.

4. The Organisation may make this property available to third parties not covered by paragraph 3 of this Article, insofar as this does not interfere with its use for the purposes of the Ariane programme and for the Participants' requirements, and under financial conditions to be laid down by the Programme Board.

5. Any transfer of elements, facilities and equipment acquired shall be decided on by the Programme Board, in consultation with the Council of the Organisation.

Article XIII

1. Once the Ariane launcher has been declared operational, it shall be made available to the Organisation and the Participants for their own requirements, in accordance with a decision of the Participants, made either through the Programme Board or through new institutions as may be established in the framework of the Agency mentioned in Article II, and in accordance with the provisions of the new Arrangement referred to in Article V, paragraph 1. French Government facilities required for launchings shall likewise be made available to the Organisation and the Participants, in accordance with the conditions laid down in Article XII, paragraph 2 above.

2. The decision on the terms and conditions on which the flight units of the Ariane launcher may be transferred to third-party States or to international organisations for peaceful purposes, as well as the terms and conditions under which launchings may be carried out for such States and organisations, shall be taken by a two-thirds majority of the Participants subject to the provisions of the new Arrangement referred to in Article V, paragraph 1.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 above shall also apply to the supply of elements, sub-assemblies and components developed for the development phase of the programme.

Article XIV

1. The Participants shall indemnify the Organisation in respect of any obligation it may incur should its international liability be involved as a result of execution of the development phase of the programme.

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre de la phase de développement du programme est portée en recette aux budgets annuels du programme mentionnés au paragraphe 4 de l'Article VI.

Article XV

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'Arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un Etat partie au différend ni avoir dans cet Etat sa résidence permanente.

2. Les parties à l'Arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article XVI

1. Le présent Arrangement est ouvert à la signature des Etats membres de la Conférence Spatiale Européenne à partir du 15 octobre 1973 jusqu'au 30 novembre 1973.

2. Les Etats deviennent parties à l'Arrangement:

- soit par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation,
- soit par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation, auprès du Gouvernement de la République française, si l'Arrangement a été signé sous réserve de ratification ou d'approbation.

3. Le présent Arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les Etats dont la participation s'élève à 75% du total des poids de vote mentionnés au paragraphe 2.3 de l'Annexe B, sont devenus parties à l'Arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent Article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent Article, le dépôt auprès du Gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'Arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation, est considéré comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un Etat membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'Arrangement à la date du 30 novembre 1973 peut après cette date devenir partie à l'Arrangement, à condition que les

2. Any compensation for damage received by the Organisation with respect to the development phase of the programme shall be credited as an income to the annual programme budgets referred to in Article VI, paragraph 4 above.

Article XV

1. Any dispute which arises between two or more of the Participants, or between any of them and the Organisation, concerning the interpretation or application of this Arrangement, and which cannot be settled by mutual consent, shall be submitted, at the request of any party to the dispute, to a single arbitrator to be appointed by the President of the International Court of Justice. The arbitrator may not be a national of a State which is a party to the dispute nor be a permanent resident of such a State.

2. Those parties to the Arrangement that are not parties to the dispute shall have the right to join in the proceedings, and the arbitrator's decision shall be binding on all the Participants and the Organisation, whether or not they have joined in the proceedings.

Article XVI

1. This Arrangement shall be open for signature by the Member States of the European Space Conference from 15 October 1973 to 30 November 1973.

2. The States shall become parties to the Arrangement:

- either by signature not subject to ratification or approval,
- or by depositing an instrument of ratification or approval with the Government of the French Republic if the Arrangement has been signed subject to ratification or approval.

3. This Arrangement shall come into force when it has been signed by the Organisation and when the States whose participation amounts to 75% of the total weight of the votes referred to in paragraph 2.3 of the Annex B, have become parties to this Arrangement in accordance with paragraph 2 of this Article.

4. For the purpose of paragraph 3 above, the deposit with the depositary Government of a declaration of intent to apply the Arrangement provisionally and to seek ratification or approval as soon as possible shall be considered as the deposit of an instrument of ratification or approval.

5. The Government of any Member State of the Organisation which has not signed the Arrangement by 30 November 1973 may become a party to it after that date, provided the other Governments,

autres Gouvernements parties à l'Arrangement donnent leur agrément. Dans ce cas le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République française; il peut aussi faire application des dispositions mentionnées au paragraphe 4 du présent Article, aux fins de devenir partie au présent Arrangement. Le Conseil directeur de programme détermine à l'unanimité les conditions de participation de l'Etat adhérent.

Article XVII

1. Le Gouvernement d'un Etat non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme.

2. Le Conseil directeur de programme statue à l'unanimité sur la recevabilité de la demande qui est ensuite, le cas échéant, soumise au Conseil, lequel décide à l'unanimité. Le Conseil directeur de programme détermine à l'unanimité les conditions de participation de l'Etat adhérent.

Article XVIII

Les Participants peuvent décider à l'unanimité de mettre fin au programme. Dans ce cas une priorité d'acquisition des éléments, installations et équipements acquis au titre de l'exécution de la phase de développement de ce programme serait donnée au Participant qui s'engagerait à poursuivre pour son propre compte ce programme ou un programme voisin.

Article XIX

L'Organisation informe le Gouvernement dépositaire de l'achèvement du présent Arrangement. Celui-ci en donne notification aux Participants.

Article XX

1. Si un Participant désire se retirer de la phase de développement du programme en application de l'Article VII, paragraphe 2 (c), il le notifie à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de la notification sous réserve des dispositions ci-après:

- (a) Le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de ses contributions au titre du budget annuel en cours ou des budgets antérieurs.
- (b) Le Participant qui se retire reste tenu de contribuer à sa part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés au titre du budget de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs et relatifs à la phase de développement.

parties to the Arrangement, agree. In such event, the Government in question must deposit an instrument of accession with the Government of the French Republic; it may also apply the provisions of paragraph 4 of this Article in order to become a party to this Arrangement. The Programme Board shall determine unanimously the terms governing the participating of the acceding States.

Article XVII

1. The Government of a State that is not a member of the Organisation may present a request to the Council of the Organisation to accede to the programme.

2. Admissibility of the request shall require a unanimous decision of the Programme Board. If admissible, the request shall then be submitted to the Council for its unanimous decision. The Programme Board shall unanimously determine the terms governing the participation of the acceding State.

Article XVIII

The Participants may by a unanimous vote decide to terminate the programme. In such event, priority would be granted for the acquisition of the elements, facilities and equipment acquired for the execution of the development phase of this programme, to a Participant that undertook to pursue this programme or a related programme on its own account.

Article XIX

The Organisation shall inform the depositary Government of the expiry of this Arrangement. The Government in question shall notify the Participants accordingly.

Article XX

1. A Participant who wishes to withdraw from the programme under the terms of Article VII, paragraph 2 (c), shall notify the Organisation accordingly. The withdrawal shall take effect on the date of the notification, subject to the following provisions:

- (a) The withdrawing Participant shall be bound to pay in the manner agreed its contributions adopted under the current or previous annual budget(s).
- (b) The withdrawing Participant shall remain bound to pay its share of the payment appropriations corresponding to approved contract authority used under the budget for the current or previous financial year(s) and relating to the development phase.

(c) Le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visées en (a) et (b) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.

2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant ne peut naître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'Article XVII de la Convention de l'Organisation s'appliquent mutatis mutandis.

3. Si un Etat non membre de l'Organisation qui a adhéré au programme en vertu des dispositions de l'Article XVII du présent Arrangement se retire du programme, les dispositions du présent Article s'appliquent mutatis mutandis.

Article XXI

Les Annexes A et B au présent Arrangement en forment partie intégrante.

Article XXII

1. Le présent Arrangement peut être révisé à la demande d'un Participant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

2. Les Annexes au présent Arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions particulières des clauses de révision de ces Annexes.

Article XXIII

Dès l'entrée en vigueur de l'Arrangement, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XXIV

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent Arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'Arrangement et des amendements à celui-ci, ainsi que des dépôts des instruments de ratification, d'approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'Arrangement.

- (c) The withdrawing Participant shall remain a member of the Programme Board until its obligations under (a) and (b) above have been fulfilled. It shall have a right to vote only on matters which are directly related to these obligations.

2. The withdrawing Participant shall retain the rights acquired up to the date on which its withdrawal takes effect. As regards actions and developments decided upon after its withdrawal, no further right or obligation shall arise in respect of that part of the programme to which it no longer contributes, unless and to the extent agreed otherwise between the remaining Participants and the withdrawing Participant. The provisions of Article XVII of the Convention of the Organisation shall apply *mutatis mutandis*.

3. Should a non Member State which has acceded to the programme in accordance with the provisions of Article XVII of this Arrangement wish to withdraw from the programme, the provisions of this Article shall apply *mutatis mutandis*.

Article XXI

Annexes A and B to this Arrangement form an integral part of it.

Article XXII

1. This Arrangement may be revised at the request of a Participant or of the Organisation. Any amendments shall come into force when all parties have notified their approval to the depositary Government.

2. The Annexes to this Arrangement may be revised by the Programme Board in accordance with the provisions of the revision clauses of those Annexes.

Article XXIII

Upon entry into force of the Arrangement, the Government of the French Republic shall register it with the Secretariat of the United Nations, in accordance with Article 102 of the United Nations Charter.

Article XXIV

The Government of the French Republic shall be the depositary of this Arrangement and shall notify the Participants and the Organisation of the date of entry into force of the Arrangement and any amendments thereto, and of all instruments of ratification, approval, accession and declaration of intent to apply the Arrangement provisionally.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le vingt et un septembre mil neuf cent soixante treize, dans les langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
For the Government of the Federal Republic of Germany ¹⁾

(s.) S. VON BRAUN

(s.) R. LOOSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
For the Government of the Kingdom of Belgium ²⁾

(s.) J. BOUHA

Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark
For the Government of the Kingdom of Denmark ³⁾

(s.) P. FISCHER

Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de l'Espagne
For the Government of Spain

Pour le Gouvernement de la République Française
For the Government of the French Republic ⁴⁾

(s.) P. LAURENT

Sous réserve d'approbation

Pour le Gouvernement de la République Italienne
For the Government of the Italian Republic ²⁾

(s.) L. CONTI

Sous réserve de ratification

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives, having been duly authorised thereto, have signed this Arrangement.

DONE at Neuilly-sur-Seine, this twenty-first day of September nineteen hundred and seventy three, in the English, French and German languages, all three texts being equally authoritative, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, which shall transmit certified copies to each of the Participants and to the Organisation.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
For the Government of the Kingdom of the Netherlands ²⁾

(s.) J. DE RANITZ
Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède
For the Government of the Kingdom of Sweden ²⁾

(s.) I. HAEGGLOEF
Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de la Confédération Suisse
For the Government of the Swiss Confederation ¹⁾

(s.) P. DUPONT
Sous réserve de ratification

Pour l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales
For the European Space Research Organisation ⁵⁾

(s.) A. HOCKER

-
- 1) De ondertekening geschiedde op 14 november 1973.
 - 2) De ondertekening geschiedde op 30 november 1973.
 - 3) De ondertekening geschiedde op 29 november 1973.
 - 4) De ondertekening geschiedde op 26 november 1973.
 - 5) De ondertekening geschiedde op 27 november 1973.

Annexe A
à l'Arrangement
entre certains Gouvernements Européens
et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales
concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane

1. *Objectifs du programme*

Le programme Ariane poursuit deux objectifs principaux:

- 1.1. Le premier objectif consiste à permettre de disposer en Europe au début des années 1980 d'une capacité propre de mise en orbite des satellites géostationnaires développés dans le cadre des programmes de l'Organisation ou des Etats européens.

Le lanceur Ariane sera capable de placer en orbite de transfert des charges utiles de l'ordre de 1500 kg, permettant, par l'utilisation d'un moteur d'apogée adapté, la mise en orbite géostationnaire de satellites de l'ordre de 750 kg.

Il vise un marché potentiel principalement représenté par les 35 à 50 satellites géostationnaires de 400 à 700-800 kg que les études européennes prévoient pour la prochaine décennie: satellites européens, satellites européens parties d'un système mondial, satellites pour besoins des tiers.

Le lanceur Ariane est destiné à lancer, si l'objectif mentionné au paragraphe 1.2 ci-dessous est atteint, les satellites développés dans le cadre des programmes de l'Organisation ou des Etats membres et dont le lancement interviendra après le 1er novembre 1980.

- 1.2. Le deuxième objectif consiste à définir le lanceur et à organiser sa production de façon à obtenir un coût de production économiquement compétitif.

Le coût de production d'un lanceur est estimé à 51 millions de francs français (hors taxes aux conditions économiques du 1er janvier 1973) dans le cas d'une cadence de lancement de deux lanceurs par an et d'un groupement raisonnable des commandes.

A ce prix doivent être ajoutés les frais de transport en Guyane, des ergols et de l'équipe de lancement pour un montant total estimé à 12 millions de francs français aux mêmes conditions que ci-dessus.

La part des frais d'entretien du Centre Spatial Guyanais imputée au coût d'un lancement du lanceur, qui pourrait venir s'ajouter aux coûts précédents, fera l'objet d'un arrangement séparé.

Annex A

to the Arrangement between certain European Governments and the European Space Research Organisation concerning the execution of the Ariane Launcher Programme

1. *Programme Objectives*

The Ariane programme has two main objectives:

- 1.1. The first objective is to give Europe a capability on its own at the beginning of the 1980's for placing in orbit geostationary satellites developed within the framework of the Organisation or of the European States.

The Ariane launcher will be capable of placing in transfer orbit payloads of the order of 1500 kg, thus enabling satellites of the order of 750 kg to be placed in geostationary orbit by means of a suitable apogee motor.

It is aimed at a potential market mainly represented by the 35 to 50 geostationary satellites of between 400 and 700-800 kg that European studies foresee for the next decade: European satellites, European satellites forming part of a worldwide system, and satellites for third-party requirements.

The Ariane launcher is intended, if the objective mentioned in paragraph 1.2 below is attained, to launch satellites developed within the framework of the Organisation or by the Member States and due for launching after 1 November 1980.

- 1.2. The second objective is to define the launcher and organise its production in such a way as to achieve an economically competitive production cost.

The launcher's production cost is estimated at 51 million French francs (excluding taxes and at 1 January 1973 prices) assuming two launches per year and reasonable grouping of orders.

To this cost must be added the cost of transport to Guyana, of propellants and of the launch team, amounting to an estimated figure of 12 million French francs in the same conditions as above.

The portion of the maintenance costs of the Guyana Space Centre chargeable to the launch cost of a launcher, which might be additional to the cost mentioned above, will be the subject of a separate arrangement.

2. Description du lanceur

Le lanceur Ariane est un véhicule composé de trois étages. Il mesure 47,60 mètres de hauteur et pèse 202 tonnes au décollage.

Le premier étage „L 140”, d'un diamètre de 3,80 mètres, contient 140 tonnes d'ergols (N_2O_4 et UDMH) stockés dans deux réservoirs identiques, séparés et pressurisés par des gaz chauds prélevés sur les moteurs. Ils sont en acier alors que les structures de liaison sont en alliage léger. Il est propulsé par un groupement de quatre moteurs „Viking 2” à turbopompe et à divergent à simple paroi refroidie par film. La poussée totale au décollage est de 240 tonnes et la durée de combustion de 150 secondes.

Le second étage „L 33”, d'un diamètre de 2,60 mètres, emporte 33 tonnes des mêmes ergols dans deux réservoirs à fond intermédiaire commun en alliage léger. Les ergols sont pressurisés par de l'hélium stocké sous haute pression. Il est équipé d'un moteur „Viking 4” dérivé du „Viking 2” par adaptation de la tuyère au fonctionnement dans le vide.

Le troisième étage „H 8”, d'un diamètre identique au „L 33”, emporte 8 tonnes d'hydrogène liquide et d'oxygène liquide dans deux réservoirs à fond intermédiaire commun, protégés thermiquement par une isolation externe. Ces réservoirs sont faits d'un alliage léger spécialement choisi pour sa tenue aux basses températures. Le même matériau a été choisi pour le „L 33” dont les réservoirs sont d'une géométrie très voisine.

Ces réservoirs sont pressurisés. L'étage est propulsé par un moteur „H M 7” de 6 tonnes de poussée.

Les séparations des étages sont effectuées par cordeau de découpe et l'éloignement est obtenu par des fusées de freinage (étage inférieur) et d'accélération (étage supérieur).

La case d'équipements située au-dessus du troisième étage, centralise avec l'aide d'un calculateur, les fonctions de navigation, de guidage et de séquences.

Elle emporte également des équipements de télémessure, de télécommande, de trajectographie, de destruction, ainsi que la centrale inertielle.

La coiffe a une forme en bulbe pour permettre de loger les satellites prévisibles. Elle garantit à la charge utile un diamètre utile de 3 mètres sur une hauteur de 4 mètres.

La mise en orbite s'effectue par injection directe, sans phase balistique intermédiaire, à 200 km d'altitude.

3. Phase de développement

La phase de développement comprend une étape de définition et le développement proprement dit.

2. Description of the launcher

The Ariane launcher is a 3-stage vehicle. It is 47.60 metres high and weighs 202 metric tons at lift-off.

The first stage, 'L 140', with a diameter of 3.8 metres, contains 140 metric tons of propellants (N_2O_4 and UDMH) stored in two separate identical tanks, pressurised by hot gases drawn from the engines. They are of steel, whereas the connecting structure is of light alloy. The stage is powered by four 'Viking-2' engines, with turbo-pump and film-cooled single-wall nozzle. The total thrust at lift-off is 240 metric tons and the burn time 150 seconds.

The second stage, 'L 33', with a diameter of 2.6 metres, carries 33 metric tons of the same propellants in two light-alloy tanks with a common bulkhead. The propellants are pressurised by helium stored at high pressure. The stage is equipped with a 'Viking-4' engine derived from the 'Viking-2' by adapting the nozzle for operation in vacuum.

The third stage, 'H 8', with the same diameter as the 'L 33', carries 8 metric tons of liquid hydrogen and liquid oxygen in two tanks with a common bulkhead, thermally protected by external insulation. These tanks are of a light alloy especially chosen for its behaviour at low temperatures. The same material was chosen for the 'L 33', whose tanks have a similar geometry.

These tanks are pressurised. The stage is powered by an 'H M 7' engine with a thrust of 6 metric tons.

Stage separation is achieved by explosive cords, and the stages are forced apart by retro-rockets (lower stage) and acceleration rockets (upper stage).

The instrumentation pack, located above the third stage, performs centrally, with the help of a computer, the autopilot, guidance and sequencing functions.

It also carries telemetry, telecommand, trajectography and break-up equipment, together with the inertial platform.

The fairing is bulb-shaped to house the foreseeable satellites. It allows for a payload of 3 metres effective diameter and 4 metres height.

Orbiting is achieved by direct injection, without an intermediate coasting phase, at 200 km altitude.

3. Development Phase

The development phase comprises a definition stage and the development proper.

3.1. *Etape de définition*

Elle a commencé le 1er juillet 1973 et s'achèvera le 31 décembre 1973. Le premier trimestre de cette étape est consacré aux études détaillées du système et de ses sous-ensembles ainsi qu'à la mise au point des procédures détaillées de gestion du programme.

L'ensemble de la documentation correspondante comprend pour l'essentiel:

- un document fixant l'organisation industrielle;
- un document fixant la procédure de contrôle de projet pour les contrats et les sous-contrats (règles d'établissement des clauses techniques, de l'organigramme technique, procédures de contrôle des coûts et des délais);
- un document fixant la procédure de gestion de la configuration du lanceur (règles d'établissement et de tenue à jour des spécifications techniques détaillées du lanceur et de ses éléments);
- un document fixant la procédure d'établissement et de contrôle de la documentation technique et fixant les étapes du développement ainsi que les revues de définition de lanceur;
- un document fixant la procédure d'assurance produit (contrôle de la qualité et de la fiabilité du lanceur);
- les spécifications techniques elles-mêmes.

Cette partie des travaux est revue et approuvée par le CNES le 1er octobre 1973. Le deuxième trimestre de l'étape de définition est essentiellement consacré à la négociation des contrats de développement et au choix final des contractants.

En parallèle à cette activité se poursuivent un certain nombre de travaux de pré-développement et d'investissement sur les éléments critiques de la phase de développement.

3.2. *Développement*

Le développement se déroule sur sept ans et comprend trois périodes:

- une période durant environ trois ans et comprenant le développement et la qualification des éléments des étages (moteurs, structure, équipements); cette période comprend également la réalisation des investissements importants (bancs d'essais d'étages, bâtiments d'intégration du lanceur et site de lancement) ainsi que l'exécution des essais dynamiques du lanceur;
- une période durant environ un an et demi correspondant à la mise au point et à la qualification des étages ainsi

3.1. *Definition Stage*

This stage began on 1 July 1973 and is due to be completed by 31 December 1973. The first three months of this period are being devoted to detailed studies of the system and its sub-assemblies and to the development of detailed programme management procedures.

The corresponding overall documentation comprises essentially:

- a document laying down the industrial organisation;
- a document laying down the project control procedure for contracts and sub-contracts (rules for drafting the technical clauses and the technical organigram, and procedures for cost control and due-date monitoring);
- a document laying down the launcher configuration management procedure (rules for establishing and updating the detailed technical specifications of the launcher and its components);
- a document laying down the procedure for establishing and checking the technical documentation and laying down the steps in the development together with launcher design reviews;
- a document laying down the product assurance procedure (quality and reliability control of the launcher);
- the technical specifications themselves.

This work will be reviewed and approved by CNES on 1 October 1973. The second three months of the definition stage will be essentially devoted to the negotiation of development contracts and the final choice of contractors.

Concurrently with this activity a number of tasks are being performed concerning the pre-development of, or capital expenditure on, critical elements of the development phase.

3.2. *Development*

Development is planned to cover seven years, comprising three periods:

- a period of some three years comprising the development and qualification of stage components (engines, structure and equipment), and also the construction of major capital facilities (stage test stands, launcher integration buildings and launch site) together with the execution of dynamic launcher tests;
- a period of about a year and a half corresponding to the development and qualification of the stages and the ac-

qu'à la réception des installations d'intégration du lanceur et de lancement;

- une période d'essais en vol durant deux ans et demi comportant la préparation et l'exécution de quatre essais en vol du lanceur dont deux essais de mise au point et deux de qualification.

Les périodes précédentes supposent que le présent Arrangement entre en vigueur au plus tard le 30 novembre 1973 et que le financement est conforme aux conditions indiquées dans l'Annexe B.

3.3. *Charge utile*

Les Participants bénéficient d'une option pour le financement des travaux de développement de la charge utile destinée aux vols d'essais du lanceur.

4. *Phase de production*

La phase de production du lanceur doit être lancée deux ans et demi avant le début de la phase d'utilisation opérationnelle du véhicule, soit vers le milieu de l'année 1978. Le groupement des commandes ainsi que la cadence de lancement seront des éléments déterminants du coût et de la qualité du lanceur. Le détail de la phase de production sera défini dans le nouvel Arrangement mentionné à l'Article V, paragraphe 1 du présent Arrangement.

5. *Clause de révision*

Les dispositions de la présente Annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

- ceptance testing of launcher integration and launch facilities;
- a flight testing period covering two and half years, comprising the preparation and execution of four launcher flight tests, consisting of two development firings and two qualification firings.

The above periods presuppose that this Arrangement comes into force at the latest by 30 November 1973 and that financing follows the conditions set out in Annex B.

3.3. *Payload*

The Participants shall benefit from an option for the funding relating with the development of the payload intended for the flight test of the launcher.

4. *Production phase*

The launcher production phase must be initiated two and a half years before the start of the vehicle's operational use phase, or around mid-1978.

The grouping of orders and the timing of launches will be decisive elements in the launcher's cost and quality. The production phase will be defined in detail in the new Arrangement referred to in Article V, paragraph 1 of the present Arrangement.

5. *Revision Clause*

The provisions of this Annex may be revised by a unanimous decision of the Programme Board.

Annexe B
à l'Arrangement
entre certains gouvernements européens
et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales
concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane

1. *Coût du programme*

Le coût total du programme Ariane couvert par le présent Arrangement, conformément à l'Article VI, paragraphe 2, comprend les éléments suivants exprimés hors taxes aux conditions économiques en vigueur le 1er janvier 1973:

	(en unités de compte)
(a) les dépenses directes relatives à la phase de développement du programme pour lesquelles les estimations suivantes ont été établies (en millions de francs français):	
- étages et intégration du véhicule complet	1 586
- essais au sol et en vol	334
- aménagement du site de lancement	140
	2 060 MF
représentant en unités de compte au taux de conversion en vigueur le 1er janvier 1973 (soit une unité de compte équivalant à 5,55419 FF)	370 891 165
(b) les dépenses internes de l'Organisation qui sont estimées à:	2 500 000
(c) les dépenses relatives aux installations spécifiques qui seraient créées ou mises à la disposition de l'Organisation pour l'exécution du programme, et qui sont estimées à:	7 000 000
Total:	380 391 165
(d) marge d'aléas établie pour le poste (a) ci-dessus, conformément à l'Article VII, paragraphe 2 (a) de l'Arrangement:	74 178 233
Total constituant l'engagement global des Participants tel que mentionné aux Articles VI et VII de l'Arrangement:	454 569 398

Annex B
to the Arrangement
between certain European Governments
and the European Space Research Organisation
concerning the execution of the Ariane Launcher Programme

1. *Cost of the Programme*

The overall cost of the Ariane programme covered by the present Arrangement, specified in Article VI, paragraph 2, comprises the elements set out below. The figures are expressed in 1 January 1973 prices (exclusive of taxes):

	(in accounting units)
(a) direct expenditure relating to the development phase of the programme, estimated as follows (in millions of French francs):	
- stages and overall vehicle integration	1 586
- ground and flight testing	334
- fitting out of launch site	140
	2 060 MF
converted into accounting units at the rate in force at 1 January 1973 (an accounting unit equal to 5.55419 FF) this is the equivalent of:	370 891 165
(b) the Organisation's internal expenditure, which is estimated at:	2 500 000
(c) expenditure related to facilities specifically created, or made available to the Organisation for the execution of the programme and which are estimated at:	7 000 000
Total:	380 391 165
(d) contingency allowance relating to item (a) above, in accordance with Article VII, paragraph 2 (a) of the Arrangement:	74 178 233
Grand total representing the Participants overall commitment as specified in Articles VI and VII of the Arrangement:	454 569 398

2. Contributions

2.1 Barèmes de contributions exprimés en monnaies nationales relatives à l'enveloppe financière ferme mentionnée au paragraphe 2 de l'Article VI de l'Arrangement et au paragraphe 1 de la présente Annexe.

Etats participants	Contributions aux dépenses directes de la phase de développement (par. 1 (a))		Contributions aux dépenses internes de l'Organisation (par. 1 (b))		Contributions aux dépenses relatives aux installations (par. 1 (c))	
	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale
(1)	(2)		(3)	+(4)		
République Fédérale d'Allemagne	74 626 222	261 095 509	503 000	1 759 851	1 408 400	4 927 583
Belgique	18 544 558	902 327 195	125 000	6 082 156	350 000	17 030 038
Danemark	1 854 456	14 053 587	12 500	94 729	35 000	265 240
Espagne	7 417 823	519 247 610	50 000	3 500 000	140 000	9 800 000
France	231 806 978	1 287 499 999	1 562 500	8 678 422	4 375 000	24 299 581
Italie	6 463 972	4 080 804 277	43 500	27 462 216	121 800	76 894 205
Pays-Bas	7 417 823	26 131 284	50 000	176 139	140 000	493 183
Suède	3 708 912	19 380 623	25 000	130 636	70 000	365 779
Suisse	4 450 694	18 177 524	30 000	122 526	84 000	343 073
Autres Etats	5 416 579	—	36 750	—	102 900	—
Autre Recette ¹⁾	9 183 148	—	61 750	—	172 900	—
Total	370 891 165	—	2 500 000	—	7 000 000	—

¹⁾ Autre Recette reçue par l'Organisation en application de l'Article VII, paragraphe 1 de l'Arrangement.

2. Contributions

2.1 Scales of contributions expressed in national currencies, relating to the firm financial envelope referred to in Article VI, paragraph 2 of the Arrangement and in paragraph 1 of this Annex.

Participating States	Contributions to the direct expenditure relating to the development phase (Para. 1 (a))		Contributions to the Organisation's internal expenditure (Para. 1 (b))		Contributions to the expenditure relating to facilities (Para. 1 (c))	
	AU	National currency	AU	National currency	AU	National currency
(1)	(2)		(3)		(4)	
Federal Republic of Germany	74 626 222	261 095 509	503 000	1 759 851	1 408 400	4 927 583
Belgium	18 544 558	902 327 195	125 000	6 082 156	350 000	17 030 038
Denmark	1 854 456	14 053 587	12 500	94 729	35 000	265 240
Spain	7 417 823	519 247 610	50 000	3 500 000	140 000	9 800 000
France	231 806 978	1 287 499 999	1 562 500	8 678 422	4 375 000	24 299 581
Italy	6 463 972	4 080 804 277	43 500	27 462 216	121 800	76 894 205
Netherlands	7 417 823	26 131 284	50 000	176 139	140 000	493 188
Sweden	3 708 912	19 380 623	25 000	130 636	70 000	363 779
Switzerland	4 450 694	18 177 524	30 000	122 526	84 000	343 073
Other Countries	5 416 579	—	36 750	—	102 900	—
Other Income ¹⁾	9 183 148	—	61 750	—	172 900	—
Total	370 891 165	—	2 500 000	—	7 000 000	—

¹⁾ Other Income received by the Organisation in implementation of Article XI, a of the Arrangement.

Etats participants	Sous-Total des contributions		Dépenses additionnelles susceptibles d'être encourues, notamment en vertu de l'Article VII, paragraphe 2 (a)		Engagements plafonds ⁽²⁾ en application de l'Article VII, paragraphe 2 (a)	
	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale
(1)	(5) = (2) + (3) + (4)		(6)		(7) = (5) + (6)	
République Fédérale d'Allemagne	76 537 622	267 782 943	14 924 660	52 217 057	91 462 282	320 000 000
Belgique	19 019 558	925 439 389	3 708 912	180 465 458	22 728 470	1 105 904 847
Danemark	1 901 956	14 413 556	370 891	2 810 716	2 272 847	17 224 272
Espagne	7 607 823	532 547 610	1 483 565	103 849 550	9 091 388	636 397 160
France	237 744 478	1 320 478 002	46 361 396	257 500 002	284 105 874	1 577 978 004 ³⁾
Italie	6 629 272	4 185 160 698	1 290 701	814 839 302	7 919 973	5 000 000 000
Pays-Bas	7 607 823	26 800 611	1 483 565	5 226 258	9 091 388	32 026 869
Suède	3 803 912	19 877 038	741 782	3 876 122	4 545 694	23 753 160
Suisse	4 564 694	18 643 123	890 139	3 635 506	5 454 833	22 278 629
Autres Etats	5 556 229	—	1 090 420	—	6 646 649	—
Autre Recette ¹⁾	9 417 798	—	1 832 202	—	11 250 000	—
Total	380 391 165	—	74 178 233	—	454 569 398	—

¹⁾ Autre Recette reçue par l'Organisation en application de l'Article XIa de l'Arrangement.

²⁾ Nonobstant l'application des dispositions de l'article VII, paragraphe 1 de l'Arrangement.

³⁾ Sous réserve des dispositions de l'article VII, paragraphe 2 (b) de l'Arrangement.

Participating States	Sub-total of contributions		Additional expenditure which may be incurred in particular under Article VII, paragraph 2 (a)		Maximum commitment ³⁾ in implementation of Article VII, paragraph 2 (a)	
	AU	National currency	AU	National currency	AU	National currency
(1)	(5) = (2) + (3) + (4)		(6)	(7) = (5) + (6)		
Federal Republic of Germany	76 537 622	267 782 943	14 924 660	52 217 057	91 462 282	320 000 000
Belgium	19 019 558	925 439 389	3 708 912	180 465 458	22 728 470	1 105 904 847
Denmark	1 901 956	14 413 556	370 891	2 810 716	2 272 847	17 224 272
Spain	7 607 823	532 547 610	1 483 565	103 849 550	9 091 388	636 397 160
France	237 744 478	1 320 478 002	46 361 396	257 500 002	284 105 874	1 577 978 004 ³⁾
Italy	6 629 272	4 185 160 698	1 290 701	814 839 302	7 919 973	5 000 000 000
Netherlands	7 607 823	26 800 611	1 483 565	5 226 258	9 091 388	32 026 869
Sweden	3 803 912	19 877 038	741 782	3 876 122	4 545 694	23 753 160
Switzerland	4 564 694	18 643 123	890 139	3 635 506	5 454 833	22 278 629
Other Countries	5 556 229	—	1 090 420	—	6 646 649	—
Other Income ¹⁾	9 417 798	—	1 832 202	—	11 250 000	—
Total	380 391 165	—	74 178 233	—	454 569 398	—

1) Other Income received by the Organisation in implementation of Article XI, a of the Arrangement.

2) Notwithstanding application of the provisions of Article VII, paragraph 1 of the Arrangement.

3) Subject to the provisions of Article VII, paragraph 2 (b) of the Arrangement.

Chaque Participant contribue dans sa monnaie nationale aux dépenses directes de la phase de développement du programme pour les montants mentionnés dans la colonne (2) du tableau ci-dessus. Dans le cas de l'application de l'Article VII, paragraphe 2 (a), les dépenses additionnelles auxquelles les Participants sont tenus de contribuer en monnaies nationales figurent à la colonne (6) du tableau ci-dessus.

Chaque Participant contribue aux dépenses internes de l'Organisation et aux dépenses relatives aux installations, pour les montants exprimés en unités de compte mentionnés au tableau ci-dessus aux taux et suivant les procédures en vigueur à l'Organisation.

2.2. *Echéancier des dépenses directes de la phase de développement du programme*

L'échéancier des engagements et paiements, fondé sur un démarrage de la phase de développement du programme au 1er juillet 1973 est le suivant

	Engagements	Paiements
1973	100	30
1974	300	180
1975	360	280
1976	360	330
1977	350	330
1978	330	330
1979	200	320
1980	60	260
Total	2060	2060

Les chiffres sont exprimés en millions de francs français au niveau des prix du 1er janvier 1973.

2.3 *Poids de vote*

Pour l'application des dispositions des Articles VI, paragraphe 4 et XVI, paragraphe 3 de l'Arrangement et du paragraphe 5 de la présente Annexe les poids de vote suivants sont pris en considération:

Each Participant shall pay a contribution in its national currency towards the direct expenditure relating to the development phase of the programme. The relevant amounts are set out in column (2) of the table above. For the purpose of implementing Article VII, paragraph 2 (a), the additional expenditure to which the Participants are obliged to pay a contribution in national currency is shown in column (6) of the table above.

Each Participant shall contribute towards the Organisation's internal expenditure and the expenditure relating to the facilities, on the basis of the rates, and in accordance with the procedures, applicable in the Organisation. The relevant amounts expressed in accounting units are shown in the above table.

2.2. *Schedule for the direct expenditure relating to the development phase of the programme*

The schedule for contract authority and payment appropriations, based on a starting date of 1 July 1973 for the development phase of the programme is as follows:

	Commitments	Payments
1973	100	30
1974	300	180
1975	360	280
1976	360	330
1977	350	330
1978	330	330
1979	200	320
1980	60	260
Total	2060	2060

The figures are expressed in millions of French francs at 1 January 1973 prices.

2.3 *Weighting of votes*

For the purpose of implementing Articles VI, paragraph 4 and XVI, paragraph 3 of the Arrangement and of paragraph 5 of this Annex, the following weight of vote is taken into consideration:

Etats participants	Poids de vote
République Fédérale d'Allemagne	20,12
Belgique	5,00
Danemark	0,50
Espagne	2,00
France	62,50
Italie	1,74
Pays-Bas	2,00
Suède	1,10
Suisse	1,20
Autres Etats	1,37 (1)
Autres Recettes au titre de l'Article XI de l'Arrangement	2,47 (2)

2.4 Actualisation des contributions

Pour tenir compte des variations du niveau des prix, les contributions nationales aux dépenses directes sont révisées annuellement par application au montant restant applicable, du pourcentage des variations de prix intervenues au cours des douze mois antérieurs dans le pays considéré. La première révision du montant des dépenses directes sera établie au niveau des prix en vigueur au 30 juin 1973.

Les contributions aux dépenses internes de l'Organisation et aux frais d'entretien des installations sont révisées conformément aux règles en vigueur à l'Organisation.

Par dérogation à la règle ci-dessus, la contribution à la phase de développement du programme:

- (a) de la République Fédérale d'Allemagne fera l'objet d'une seule révision, par application au montant restant dû, à compter du 1er janvier 1978, du pourcentage des variations intervenues en République Fédérale d'Allemagne pendant quatre années précédentes, conformément aux règles de l'Organisation;
- (b) de la République Italienne fera l'objet d'une seule révision par application au montant restant dû, à compter du 1er janvier 1978, du pourcentage des variations intervenues en Italie depuis le 1er janvier 1973, conformément aux règles de l'Organisation.

(1) Poids de vote à attribuer à la France tant que jouent les dispositions de l'Article XI, paragraphe (b) de l'Arrangement.

(2) Poids de vote attribué à la France.

Participating States	Weights of vote
Federal Republic of Germany	20.12
Belgium	5.00
Denmark	0.50
Spain	2.00
France	62.50
Italy	1.74
Netherlands	2.00
Sweden	1.10
Switzerland	1.20
Other Countries	1.37 (1)
Other Income under Article XI of the Arrangement	2.47 (2)

2.4 *Revision of the contributions*

In order to take account of changes in price levels, the contributions to the direct expenditure shall be revised on an annual basis by application to the amount still to be called up of the price variation rate relevant to the twelve last months in the country concerned. The first revision of the amount of direct expenditure will be made on the basis of the price level in force on 30 June 1973. The contributions to the Organisation's internal expenditure and to the maintenance cost of the facilities shall be revised in conformity with the rules in force in the Organisation. As an exception to the above rule:

- (a) The contributions of the Federal Republic of Germany to the development phase of the programme will be subject to a single revision, by application to the amount still outstanding as from 1 January 1978, of the price variation rate relevant to Germany for four preceding years, in accordance with the rules of the Organisation.
- (b) The contributions of the Italian Republic to the development phase of the programme will be subject to a single revision, by application to the amount still outstanding as from 1 January 1978, of the price variation rate relevant to Italy since 1 January 1973, in accordance with the rules of the Organisation.

(1) Weight of vote to be attributed to France, as long as the provisions of Article XI, paragraph (b) of the Arrangement are applicable.

(2) Weight of vote attributed to France.

2.5. *Modes de paiement des contributions*

Sous réserve des dispositions mentionnées ci-après, chaque Participant contribue annuellement aux dépenses découlant de l'exécution de la phase de développement du programme aux termes du présent Arrangement, sur la base de son engagement exprimé dans les tableaux ci-dessus. Le volume de l'engagement pris par chacun des Participants au regard des dépenses directes de la phase de développement et exprimé dans sa monnaie nationale n'est pas affecté par les changements de parité éventuels qui pourraient intervenir dans le cours du programme. Chaque Participant peut être appelé à verser des contributions par anticipation aux dépenses effectivement prévues. Les sommes ainsi versées sont inscrites à un compte portant intérêt au bénéfice du programme.

Le volume de l'engagement pris par chacun des Participants au regard des dépenses mentionnées au paragraphe 1 (b) et (c) de la présente Annexe, et exprimé en unités de compte, suit les règles de l'Organisation en matière de modification éventuelle de la parité des monnaies des Participants.

La République Fédérale d'Allemagne s'engage à verser durant huit ans, au 10 janvier de chaque année, et ce à compter du 10 janvier 1974, une contribution fixe de 40 millions de DM. Cette contribution est révisable une seule fois selon les dispositions du paragraphe 2.4 ci-dessus.

Dans le cas où les montants mentionnés au paragraphe 1 (d) de la présente Annexe ne seraient pas totalement nécessaires pour le programme, un montant proportionnel à sa contribution du solde non dépensé serait, soit remboursé à la République Fédérale d'Allemagne, soit déduit de sa contribution due pour 1981.

La République Italienne s'engage à verser, au 10 janvier de chaque année, et ce à compter du 10 janvier 1975, pour la durée du programme, un montant forfaitaire de 5 milliards de lires non révisable sous réserve des dispositions du paragraphe 2.4 ci-dessus. Cette somme sera versée selon les modalités suivantes:

- 1975 833 000 000
 - 1976 833 000 000
 - 1977 834 000 000
 - (au niveau des prix du 1er janvier 1973)
 - 1978 625 000 000
 - 1979 625 000 000
 - 1980 625 000 000
 - 1981 625 000 000
- (montants réévalués au 1er janvier 1978).

2.5. *Method of payment of contributions*

Subject to the provisions mentioned below, each Participant shall contribute on an annual basis to the expenditure arising from the execution of the development phase of the programme under the terms of this Arrangement and according to its commitment as expressed in the above tables. The amount of each Participant's commitment in respect of the direct expenditure relating to the development phase and expressed in its national currency shall not be affected by possible parity changes occurring in the course of the programme. Each Participant may be asked to make its contributions available to the Organisation in advance. The amount so made available shall be paid into an account carrying interest for the benefit of the programme.

The amount of the commitment entered into by each Participant in respect of the expenditure referred to in subparagraph 1 (b) and (c) of this Annex, expressed in accounting units, shall be governed by the Organisation's rules applicable in the event of changes in the parity rates of the Participant's currencies.

The Federal Republic of Germany undertakes to make available during 8 years, on the 10th January of each year, starting on 10 January 1974, a fixed contribution of 40 million DM. This contribution shall be subject to a single revision under the terms of paragraph 2.4 above.

In the event of the amount quoted in paragraph 1 (d) of the present Annex not being wholly required by the programme an amount in proportion with its contribution of the unexpended balance will be refunded to the Federal Republic of Germany, or deducted from its contribution due for 1981, as appropriate.

The Italian Republic undertakes to pay on the 10th of January of each year, starting on 10 January 1975, for the duration of the programme, a fixed amount of 5000 million lire, non-revisable except as provided in paragraph 2.4 above. This sum will be paid as follows:

- 1975 833 000 000
- 1976 833 000 000
- 1977 834 000 000
- (at price levels of 1 January 1973)
- 1978 625 000 000
- 1979 625 000 000
- 1980 625 000 000
- 1981 625 000 000
- (amounts re-evaluated on 1 January 1978).

Dans le cas où les montants mentionnés au paragraphe 1 (d) de la présente Annexe ne seraient pas totalement nécessaires pour le programme, un montant proportionnel à sa contribution du solde non dépensé serait, soit remboursé à la République Italienne, soit déduit de sa contribution due pour 1981.

Les contributions sont recueillies par l'Organisation selon ses règles habituelles. Cette dernière définit avec le CNES les procédures de transfert de fonds qui sont nécessaires à l'exécution du programme.

Si les fonds ne sont pas mis à la disposition du CNES dans les conditions visées au présent paragraphe, du fait de la défaillance d'un Participant, ce dernier supportera, conformément aux règles de l'Organisation, les charges financières en découlant.

3. Rapports de l'Organisation sur la situation financière et contractuelle

Le Directeur Général de l'Organisation prend les mesures nécessaires, en liaison avec le CNES, pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contributions, les comptes trimestriels et annuels et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du programme.

4. Règles financières à observer

Le Directeur Général de l'Organisation soumet au Conseil directeur de programme un budget annuel, établi notamment d'après les éléments fournis par le CNES en ce qui concerne les dépenses directes. Le projet de budget comporte les montants globaux des crédits d'engagement et des crédits de paiement qui devront être approuvés par le Conseil directeur de programme avant l'ouverture de l'exercice financier. Les informations budgétaires détaillées seront fournies dans un plan financier distinct.

5. Clause de révision

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente Annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente Annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers représentant au moins les deux tiers des poids de vote mentionnés au paragraphe 2.3 ci-dessus.

In the event of the amount quoted in paragraph 1 (d) of the present Annex not being wholly required by the programme an amount in proportion with its contribution of the unexpended balance will be refunded to the Italian Republic or deducted from its contribution due for 1981, as appropriate.

The contributions shall be collected by the Organisation in accordance with its usual regulations. The Organisation shall define with CNES the procedure concerning the transfer of the funds which are necessary for the execution of the programme.

If these funds are not made available to CNES as provided for in this paragraph, through the default of a Participant, the latter shall bear the resultant financial burdens in accordance with the Organisation's rules.

3. Reports by the Organisation on the financial and contractual situation

The Director General of the Organisation shall take the necessary steps, in liaison with CNES, for the submission of reports on progress, geographical distribution of work, call-up of contributions, quarterly and annual accounts and the latest evaluation of programme costs to completion.

4. Financial rules to be observed

The Director General of the Organisation shall submit to the Programme Board an annual budget, based in particular on elements provided by CNES in respect of direct expenditure. The draft budget shall comprise the global amounts of contract authority and payment appropriations which must be approved by the Programme Board before the beginning of the financial year. The detailed budgetary information will be given in a distinct financial plan.

5. Revision Clause

The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Annex may be revised by a unanimous decision of the Programme Board. The provisions of paragraphs 3 and 4 of this Annex may be revised by the Programme Board by a two-thirds majority representing also at least two-thirds of the weights of the vote referred to in paragraph 2.3 above.

C. VERTALING

**Overeenkomst
tussen bepaalde Europese Regeringen en de Europese Organisatie
voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van het Ariane
draagraketprogramma**

Preambule

De Regeringen van de Lid Staten van de Europese Ruimteconferentie die deze Overeenkomst hebben ondertekend (hierna te noemen de „Deelnemers”) en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek, opgericht krachtens het op 14 juni 1962 voor ondertekening opgestelde Verdrag (hierna onderscheidenlijk te noemen „de Organisatie” en „het Verdrag”),

Herinnerende aan de door de Europese Ruimteconferentie (ERC) op 20 december 1972 aangenomen Resolutie, krachtens welke de ERC in beginsel haar goedkeuring hecht aan het binnen een gemeenschappelijk Europees kader doen uitvoeren en beheren van het project voor de ontwikkeling van een draagraket, voorgesteld door de Franse Regering na het laten varen van het project Europa III, en in overweging nemend de besluiten, genomen door de Europese Ruimteconferentie tijdens haar vergadering van 31 juli 1973;

Overwegende dat het Europese Ruimte-Agentschap, bedoeld in genoemde Resolutie (hierna te noemen „het Agentschap”) bestemd is voorzien in het gemeenschappelijk Europese kader voor dit tijdelijk aan de zorgen van de Organisatie toevertrouwde programma,

Overwegende dat het een Europees belang is in het begin van de tachtiger jaren van deze eeuw te kunnen beschikken over een eigen economisch concurrerend vermogen voor het plaatsen van satellieten, in het bijzonder applicatiesatellieten, in een baan om de aarde,

Overwegende dat het voor de Europese Staten nuttig zou zijn, de op het gebied van draagraketen verworven bekwaaamheden op peil te houden en gebruik te maken van de in die Staten ter beschikking staande ruimtetechnologie,

Gelet op het door de Franse Regering aan de Ministers van de Europese Ruimteconferentie overgelegde verslag van 15 april 1973,

Gelet op de door de vertegenwoordigers van de bovengenoemde Regeringen in de Raad van de Organisatie afgelegde Verklaring van 1 augustus 1973 (ESRO/C/LIX/Dec. 1),

Gelet op de door de Raad van de Organisatie tijdens zijn 59ste vergadering aangenomen Resolutie, waarbij werd ingestemd met het verzoek om uitvoering van dit programma binnen het kader van de Organisatie, in afwachting van de oprichting van het Europese Ruimte-Agentschap (ESRO/C/LIX/Res. 1),

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

De Deelnemers verbinden zich tot het krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst uitvoeren van de eerste fase van een programma, dat ten doel heeft de ontwikkeling, met inbegrip van geschiktheidsproeven, van een drager voor satellieten, genaamd Ariane, bestemd voor het plaatsen van nuttige ladingen in de orde van grootte van 1500 kg in een overgangsbaan en, met behulp van een daartoe geschikte apogeummotor, voor het plaatsen van satellieten in de orde van grootte van 750 kg in een geostationaire baan. Dit programma omvat een tweede fase, die de produktie van deze draagraket ten doel heeft en waarover op een later tijdstip een beslissing zal worden genomen.

Artikel II

1. De ontwikkelingsfase van het in artikel I bedoelde programma wordt uitgevoerd in het kader van het Agentschap bedoeld in de Resolutie van de ERC van 20 december 1972. In afwachting van de oprichting van dit Agentschap wordt deze fase uitgevoerd in het kader van de Organisatie, overeenkomstig de bepalingen van de Bijlagen bij deze Overeenkomst.

2. Tenzij in deze Overeenkomst of in de in het derde lid van dit artikel bedoelde Overeenkomst anders is bepaald, wordt deze fase van het programma uitgevoerd overeenkomstig de in de Organisatie van kracht zijnde regels en procedures.

3. De deelnemers dragen, door tussenkomst van de Organisatie, aan het Nationale Centrum voor Ruimteonderzoek (CNES), een door de Franse Regering ingesteld Frans overheidsorgaan, de uitvoering op van de eerste fase van het in artikel I bedoelde programma, en zij dragen het namens hen uit te voeren toezicht op aan de Organisatie. De Organisatie en het CNES sluiten een Overeenkomst tot het vaststellen van de gedetailleerde regelingen voor hun samenwerking, nodig voor het bereiken van de doeleinden van deze Overeenkomst.

Artikel III

1. De in artikel I gestelde doelen van het programma, te weten een beschrijving van de draagraket en een beschrijving van de ontwikkelingsfase van het programma, zijn neergelegd in Bijlage A bij deze Overeenkomst. De beslissing inzake het overgaan tot de produktiefase van het programma zal worden genomen overeenkomstig het bepaalde in artikel V.

2. Het doel van de definitiefase van de ontwikkelingsfase is het vaststellen van het gedetailleerde bestek voor de draagraket op basis van de technische gegevens in Bijlage A bij deze Overeenkomst, het

opstellen van een gedetailleerd ontwikkelingsplan, het geven van opdrachten aan industrieën en het aanpassen van de financiële bijdragen van iedere Deelnemer aan het programma, overeenkomstig de in artikel X van deze Overeenkomst omschreven procedure.

3. De elementen van de in het tweede lid van dit artikel bedoelde uitvoerige analyse maken de uitvoering van de ontwikkelingsfase mogelijk. Die fase zal zijn voltooid met de na afloop van de proefvluchten vast te stellen geschiktheid van de draagraket.

Artikel IV

1. Een Programmaraad, bestaande uit vertegenwoordigers van de Deelnemers, is verantwoordelijk voor het programma en neemt alle desbetreffende beslissingen overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.

2. In aangelegenheden die van invloed zijn op dit en op enig ander programma van de Organisatie, treedt de Programmaraad op als adviesorgaan van de Raad van de Organisatie, aan wie hij alle nodige aanbevelingen in zodanige aangelegenheden doet.

3. De Programmaraad neemt alle beslissingen betreffende het programma in overeenstemming met deze Overeenkomst en hij heeft met name de volgende taken:

- a) het toezichthouden op de uitvoering van het programma en in het bijzonder op de in het ontwikkelingsplan omschreven ontwikkelingsfase, op basis van door het CNES opgestelde en door de Directeur-Generaal van de Organisatie aan de Programmaraad overgelegde verslagen,
- b) het toezichthouden op de totale prestatie van de draagraket en op de voor het programma kenmerkende bepalingen voor de kwaliteitszorg zoals die zijn opgesteld door het CNES, op basis van door het CNES opgestelde en door de Directeur-Generaal van de Organisatie aan de Programmaraad voorgelegde verslagen,
- c) het zich op de hoogte houden van de verdeling van werkopdrachten onder de verschillende Deelnemers en het gedurende de uitvoering van de ontwikkelingsfase van het programma optreden als instantie van beroep, indien een Deelnemer bezwaar wenst te maken tegen een door het CNES gemaakte keuze van een aannemer,
- d) het goedkeuren van het door het CNES voorgelegde rapport inzake de geschiktheid tot vliegen van de draagraket,
- e) het vastleggen van de voorwaarden en bedingen voor het deelnemen aan deze fase van het programma door Staten die geen lid zijn van de Organisatie, overeenkomstig het bepaalde in het tweede lid van artikel XVII van deze Overeenkomst,

f) het waarborgen dat de Organisatie zorgt voor een doeltreffende coördinatie met de potentiële gebruikers van de draagraket en de kenmerken van de technische raakpunten tussen draagraket en nuttige ladingen vaststelt en beschrijft.

4. De Programmaraad kan de adviesorganen instellen die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn taak.

5. Behalve waar in deze Overeenkomst anders is bepaald, worden de besluiten van de Programmaraad genomen met een eenvoudige meerderheid van stemmen van de Deelnemers.

Artikel V

1. De Programmaraad verschaft de gegevens die nodig zijn voor de door de Deelnemers te nemen beslissing over te gaan tot de productiefase van het programma. Diegenen onder de Deelnemers die hebben verklaard dat zij wensen deel te nemen aan de productiefase, sluiten een nieuwe Overeenkomst ter vastlegging van de inhoud van deze fase, van de financiële regelingen voor haar uitvoering en van de verdeling der werkzaamheden. Deze laatste dient zoveel mogelijk overeen te komen met die, welke is vastgesteld met betrekking tot de ontwikkelingsfase.

2. De Deelnemers trachten gedurende de productiefase de tijdens de ontwikkelingsfase opgezette industriële installaties in stand te houden en zij doen niets dat het gebruik van deze installaties zou kunnen belemmeren, ongeacht of zij al dan niet Deelnemers zijn in de nieuwe Overeenkomst.

Artikel VI

1. De uitgaven voortvloeiende uit de uitvoering van de ontwikkelingsfase van het programma krachtens deze Overeenkomst worden gedragen door de Deelnemers overeenkomstig de bepalingen van Bijlage B bij deze Overeenkomst.

2. De Deelnemers komen overeen op basis van een financieel raam van 380.391.165 r.e. bij te dragen aan:

- a) de in paragraaf 1, letter a, van Bijlage B bij deze Overeenkomst omschreven directe uitgaven betreffende de ontwikkelingsfase van het programma, op basis van een bedrag van 2060 miljoen Franse frank, vertegenwoordigende een bedrag van 370.891.165 r.e. op basis van de op 1 januari 1973 geldende omrekeningskoers (1 r.e. is gelijk aan 5,55419 Franse frank);
- b) de interne uitgaven van de Organisatie, bedoeld in paragraaf 1, letter b, van Bijlage B bij deze Overeenkomst, ten bedrage van 2.500.000 r.e.; en
- c) de uitgaven voortvloeiende uit het onderhoud van speciaal ingerichte of aan de Organisatie beschikbaar gestelde instal-

laties voor de uitvoering van het programma krachtens het tweede lid van artikel XII, op basis van een bedrag van 7 miljoen r.e.

De kosten van het project-team en van het assisterende technische personeel van het CNES komen ten laste van de Franse Regering.

3. De Deelnemers dragen aan de in het tweede lid van dit artikel bedoelde uitgaven bij overeenkomstig de verdeelsleutel, vervat in Bijlage B bij deze Overeenkomst en met inachtneming van het bepaalde in artikel VII. Derhalve bedraagt, indien het bepaalde in het tweede lid van artikel VII wordt toegepast op de in het tweede lid, letter a, van dit artikel bedoelde uitgaven, de totale bijdrage van de Deelnemers 454.569.398 r.e., zulks niettegenstaande het bepaalde in het eerste lid en het tweede lid, letter b, van artikel VII.

4. De jaarlijkse begrotingen voor de ontwikkelingsfase van het programma worden goedgekeurd door de Programmaraad met een twee derde meerderheid van stemmen van de Deelnemers, die tevens ten minste twee derde van de in paragraaf 2.3 van Bijlage B bedoelde stemmen vertegenwoordigen, tot het financiële plafond bedoeld in het tweede lid van dit artikel. De Deelnemers verbinden zich ertoe de Organisatie de nodige fondsen te verschaffen voor de uitvoering van het programma overeenkomstig de procedures en tijdschema's, gegeven in Bijlage B bij deze Overeenkomst; deze tijdschema's dienen jaarlijks op hetzelfde tijdstip als de begroting te worden bijgewerkt en voorgelegd aan de Programmaraad.

Artikel VII

1. Ten einde, in geval van veranderingen in het prijspeil, het in het tweede lid van artikel VI bedoelde financiële raam te kunnen herzien, komen de Deelnemers – tenzij anders bepaald in paragraaf 2.4 van Bijlage B bij deze Overeenkomst – overeen:

- a) op de bijdrage van ieder land dat bijdraagt aan de in het tweede lid, letter a van artikel VI bedoelde uitgaven, herzieningsformules toe te passen met gebruikmaking van de ter zake dienende door de Organisatie aanvaarde nationale indexcijfers; en
- b) op de bijdrage van ieder land dat bijdraagt aan de in het tweede lid, letter b en c van artikel VI bedoelde uitgaven, de normale in de Organisatie geldende regels toe te passen.

2. Indien naar het oordeel van de Programmaraad het in het tweede lid, letter a van artikel VI bedoelde bedrag aan uitgaven om andere redenen dan veranderingen in het prijspeil dient te worden herzien, zijn de volgende bepalingen van toepassing:

- a) Indien de bijkomende uitgaven 20 pct. van dit bedrag – zo nodig herzien krachtens het bepaalde in het eerste lid van dit

- artikel – niet te boven gaan, zijn de Deelnemers verplicht aan de bijkomende uitgaven bij te dragen in verhouding tot hun bijdragen zoals vastgelegd in Bijlage B bij deze Overeenkomst.
- b) Bijkomende uitgaven die 20 pct. van het bovengenoemde bedrag te boven gaan, worden gedragen door de Franse Regering mits de overschrijding niet meer beloopt dan 35 pct.
 - c) Een Deelnemer mag zich niet uit het programma terugtrekken zolang het bepaalde in de letters a en b van dit lid nog van kracht is.
 - d) Indien de bijkomende uitgaven meer bedragen dan 35 pct. van het in het tweede lid, letter a, van artikel VI bedoelde bedrag aan directe uitgaven, indien nodig herzien overeenkomstig het eerste lid van dit artikel, hetzij wegens de feitelijke omstandigheden, hetzij in overeenstemming met de door de Programmaraad aanvaarde ramingen, houden de hierboven genoemde verplichtingen van de Franse Regering op te bestaan en plegen de Deelnemers onderling overleg over de toekomst van het programma.
 - e) De Franse Regering onderwerpt de in letter b van dit lid bedoelde verplichting aan een nader onderzoek, indien de Organisatie niet langer in staat is haar te voorzien van de nodige middelen voor de uitvoering van het programma door het in gebreke blijven van een of meer Deelnemers.

Artikel VIII

Intellectuele eigendomsrechten, voortvloeiende uit de uitvoering van de ontwikkelingsfase van het programma, evenals toegang tot technische gegevens die aldus worden verkregen, zijn voorbehouden aan de Deelnemers, maar de Organisatie heeft het recht daar kosteloos gebruik van te maken voor het geheel van haar programma's.

Artikel IX

1. De Deelnemers stellen via de Organisatie aan het CNES de vastleggings- en betalingskredieten, welke nodig zijn voor de uitvoering van het programma overeenkomstig de door de Programmaraad goedgekeurde begroting en overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 2.4 van Bijlage B van deze Overeenkomst, ter beschikking.

2. De bijdragen van de Deelnemers worden door de Organisatie afgeroepen op basis van de gangbare regels, overeenkomstig de bepalingen van Bijlage B bij deze Overeenkomst.

Artikel X

1. Het CNES sluit de contracten die nodig zijn voor de uitvoering van de ontwikkelingsfase van het programma. Bij het plaatsen van contracten en subcontracten voor de uitvoering van deze fase wordt voorrang gegeven aan uitvoering van de werkzaamheden op het grondgebied van de Deelnemers en vervolgens aan de uitvoering op het grondgebied van andere Staten die lid zijn van de Organisatie of, nadien, van het Agentschap.

2. Het CNES legt, voor het einde der definitiefase, aan de Programmaraad de verdeling der werkzaamheden op basis van de in paragraaf 2.1 van Bijlage B vermelde bijdragen voor. De verdeling heeft betrekking op de werkzaamheden van vaststaand technologisch belang overeenkomstig de door de Programmaraad aangenomen definitie, welke werkzaamheden 80 pct. vertegenwoordigen van het in het tweede lid, letter a) van artikel VI, bedoelde bedrag aan rechtstreekse uitgaven.

3. Het CNES verstrekt aan de Deelnemers contracten waarvan de waarde in verhouding staat tot de bijdragen van de Deelnemers in de kosten van de hierboven omschreven werkzaamheden. Indien ten aanzien van een of verscheidene Deelnemers dit doel niet kan worden bereikt, wordt de bijdrage van de betrokken Deelnemer vóór het einde van de definitiefase naar verhouding verminderd. Indien door een dergelijke vermindering een tekort aan middelen voor de ontwikkelingsfase ontstaat, is de Franse Regering verantwoordelijk voor de aanvulling daarvan.

Met betrekking tot de in het tweede lid, letter a) van artikel VII genoemde bijkomende uitgaven, dient het CNES bij het plaatsen van de contracten al het mogelijke te doen om het billijke werk-aandeel van de Deelnemers niet aan te tasten en een zo rechtvaardige werkverdeling als redelijkerwijs mogelijk te bereiken, daarbij rekening houdende met de bijzondere aard van het werk, de moeilijkheid van het toepassen van dezelfde regels voor de werkverdeling en de noodzaak tot het handhaven van een ongestoord verloop van de uitvoering der ontwikkelingsfase.

4. De contracten betreffende de werkzaamheden van minder technologisch belang, zoals infrastructuurwerkzaamheden of leveringen van verbruiksartikelen, worden geplaatst op basis van mededinging. Te dien einde verzoekt het CNES om inschrijvingen door firma's, waarvan de namen hem zijn verstrekt door de Deelnemers.

5. Bij de vaststelling van de geografische spreiding van de contracten onder de Deelnemers worden de contracten betreffende de werkzaamheden uitgevoerd op het grondgebied van een Staat die geen lid is van de Organisatie buiten beschouwing gelaten.

6. De contractuele bepalingen zijn gebaseerd op de door het CNES toegepaste regels en procedures. De Organisatie bepaalt evenwel de inhoud van de clausules die de nakoming van de artikelen VIII en XII van deze Overeenkomst waarborgen.

7. Overeenkomstig het Protocol inzake de Voorrechten en Immunititeiten van de Organisatie nemen de Deelnemers alle nodige stappen tot het waarborgen van vrijstelling of, indien nodig, terugbetaling van belastingen en douaneheffingen met betrekking tot krachtens deze Overeenkomst geplaatste contracten.

Artikel XI

De Franse Regering garandeert de betaling van bedragen die:

- a) worden bijgedragen aan het programma – onder het hoofd „Andere inkomsten” – door een Lid-Staat van de Organisatie die geen ondertekenaar is van deze Overeenkomst, maar waarmee zij een bilaterale overeenkomst heeft gesloten, die verenigbaar is met de bepalingen van deze Overeenkomst, voor de uitvoering van werkzaamheden voor de ontwikkelingsfase van het programma,
- b) vermeld staan onder het hoofd „Andere Landen” in de tabel van Bijlage B, paragraaf 2, tot het tijdstip waarop daarin op andere wijze is voorzien.

Onder geen enkele omstandigheid mag een onder letter a) van dit artikel bedoelde bilaterale overeenkomst verplichtingen scheppen ten aanzien van de andere Deelnemers aan het Programma.

Niettemin heeft voor de toepassing van het eerste lid van artikel X van deze Overeenkomst een zodanige Lid-Staat dezelfde status als een Deelnemer aan de ontwikkelingsfase van het programma.

Artikel XII

1. De Organisatie, optredend namens de Deelnemers, is de eigenares van de onderdelen van de Ariane drager, van de voor zijn ontwikkeling benodigde installaties en uitrusting en van de binnen het kader van het programma geproduceerde lanceerinstallaties.

2. Deelnemers die eigenaar zijn van installaties die gebruikt kunnen worden ten behoeve van het Ariane programma verbinden zich ertoe deze beschikbaar te stellen voor genoemd programma, op financiële voorwaarden die beperkt zijn tot terugbetaling van de marginale kosten.

3. De elementen, installaties en uitrusting bedoeld in het eerste lid worden beschikbaar gesteld aan de Deelnemers optredend in het kader van hun eigen programma's of in dat van een programma van de Organisatie, voor zover hun gebruik ten dienste van het Ariane programma zulks toelaat. De voor een zodanig gebruik

van de Deelnemers verlangde betalingen omvatten geen amortisatie van deze eigendommen. De Programmaraad stelt de daarop betrekking hebbende voorwaarden en bedingen vast.

4. De Organisatie stelt deze eigendommen beschikbaar aan niet in het derde lid van dit artikel genoemde derden, voor zover hun gebruik ten dienste van het Ariane-programma en ten dienste van de eigen behoefte van de Deelnemers zulks toelaat, en op de door de Programmaraad vast te stellen financiële voorwaarden.

5. Inzake overdracht van verworven elementen, installaties en uitrusting wordt beslist door de Programmaraad, in overleg met de Raad van de Organisatie.

Artikel XIII

1. Zodra de Ariane draagraket operationeel is verklaard, wordt hij beschikbaar gesteld aan de Organisatie en de Deelnemers voor hun eigen behoeften, in overeenstemming met een beslissing van de Deelnemers, genomen hetzij door de Programmaraad, hetzij door nieuwe instellingen, opgericht binnen het kader van het in artikel II genoemde Agentschap en in overeenstemming met de bepalingen van de in het eerste lid van artikel V bedoelde nieuwe Overeenkomst. De voor het lanceren benodigde installaties van de Franse Regering worden eveneens beschikbaar gesteld aan de Organisatie en de Deelnemers, overeenkomstig de in het tweede lid van artikel XII vervatte bepalingen.

2. De beslissing over de voorwaarden waarop de vluchteenheden van de Ariane draagraket voor vreedzame doeleinden kunnen worden overgedragen aan derde Staten of aan internationale organisaties, benevens de voorwaarden waarop voor zodanige staten en organisaties lanceringen kunnen worden uitgevoerd, worden genomen met een twee derde meerderheid van de stemmen der Deelnemers, zulks behoudens het bepaalde in de in het eerste lid van artikel V bedoelde nieuwe Overeenkomst.

3. Het bepaalde in het eerste en tweede lid van dit artikel is ook van toepassing op de levering van elementen, secundaire assemblages en samenstellende delen, ontwikkeld voor de ontwikkelingsfase van het programma.

Artikel XIV

1. De Deelnemers stellen de Organisatie schadeloos voor elke verplichting die deze aangaat, indien haar internationale aansprakelijkheid in het geding komt ten gevolge van de uitvoering van de ontwikkelingsfase van het programma.

2. Elke door de Organisatie ten aanzien van de ontwikkelingsfase van het programma ontvangen schadeloosstelling wordt geboekt als inkomsten op de jaarlijkse begrotingen bedoeld in het vierde lid van artikel VI.

Artikel XV

1. Elk geschil dat zich voordoet tussen twee of meer Deelnemers of tussen een van hen en de Organisatie betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst en dat niet in onderling overleg kan worden geregeld, wordt op verzoek van een der partijen bij het geschil voorgelegd aan een scheidsman, die moet worden benoemd door de President van het Internationaal Gerechtshof. De scheidsman mag geen onderdaan zijn van een Staat die partij is bij het geschil en evenmin permanent in die Staat zijn gevestigd.

2. De Partijen bij de Overeenkomst die geen partij zijn bij het geschil hebben het recht deel te nemen aan de procedure en de beslissing van de scheidsman is bindend voor alle Deelnemers, ongeacht of zij al dan niet aan de procedure hebben deelgenomen.

Artikel XVI

1. Deze Overeenkomst staat van 15 oktober 1973 tot 30 november 1973 open voor ondertekening door de Lid-Staten van de Europese Ruimteconferentie.

2. Staten worden partij bij de Overeenkomst door

- hetzij ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring,
- hetzij nederlegging van een akte van bekrachtiging of goedkeuring bij de Regering van de Franse Republiek, indien de Overeenkomst werd ondertekend onder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring.

3. Deze Overeenkomst treedt in werking wanneer zij is ondertekend door de Organisatie en wanneer de Staten die te zamen 75 pct. van het totaal van het in paragraaf 2.3. van Bijlage B bedoelde stemgewicht uitbrengen, partij zijn geworden bij deze Overeenkomst overeenkomstig het tweede lid van dit artikel.

4. Voor de toepassing van het derde lid van dit artikel wordt de nederlegging bij de depot-Regering van een verklaring van voorlopige toepassing van de Overeenkomst en tot het zo spoedig mogelijk verkrijgen van bekrachtiging of goedkeuring, beschouwd als de nederlegging van een akte van bekrachtiging of goedkeuring.

5. De Regering van een Lid-Staat van de Organisatie die de Overeenkomst op 30 november 1973 nog niet heeft ondertekend, kan na die datum partij worden, mits de andere Regeringen die partij bij de Overeenkomst zijn daarmee instemmen. In zulk een geval moet de betrokken Regering een akte van toetreding nederleggen bij de Regering van de Franse Republiek; zij kan ook het bepaalde in het vierde lid van dit artikel toepassen, ten einde partij bij deze Overeenkomst te worden.

De Programmaraad beslist met eenparigheid van stemmen over de aan de toetredende Staat te stellen voorwaarden van deelneming.

Artikel XVII

1. De Regering van een Staat die geen lid is van de Organisatie kan bij de Raad van de Organisatie een verzoek indienen om toetreding tot het programma.

2. De Programmaraad spreekt zich met eenparigheid van stemmen uit over de ontvankelijkheid van het verzoek. Indien het verzoek ontvankelijk is verklaard, wordt het voorgelegd aan de Raad voor een met eenparigheid van stemmen te nemen beslissing. De Programmaraad bepaalt met eenparigheid van stemmen de voorwaarden voor deelneming van de toetredende Staat.

Artikel XVIII

De Deelnemers kunnen met eenparigheid van stemmen besluiten het programma te beëindigen. In een zodanig geval wordt, voor het verwerven van de onderdelen, installaties en uitrusting die voor de uitvoering van de ontwikkelingsfase van dit programma zijn verworven, voorrang verleend aan een Deelnemer, die op zich heeft genomen dit programma of een daarmee verband houdend programma voor eigen rekening voort te zetten.

Artikel XIX

De Organisatie stelt de depot-Regering in kennis van de beëindiging van deze Overeenkomst. Deze Regering geeft daarvan kennis aan de Deelnemers.

Artikel XX

1. Een Deelnemer die zich krachtens het bepaalde in het tweede lid, letter c, van artikel VII uit het programma wenst terug te trekken, stelt de Organisatie hiervan in kennis. De terugtrekking wordt van kracht op de datum van de kennisgeving, zulks onder voorbehoud van de volgende bepalingen:

- a) de zich terugtrekkende Deelnemer is gehouden op de overeengekomen wijze zijn bijdragen te betalen uit hoofde van de lopende of de voorgaande jaarlijkse begroting(en);
- b) de zich terugtrekkende Deelnemer blijft gehouden zijn aandeel bij te dragen aan de betalingskredieten, overeenkomend met de goedgekeurde betalingsverplichtingen, aangegaan op grond van de begroting van het lopende of het (de) voorgaande financiële jaar (jaren) en die betrekking hebben op de ontwikkelingsfase;

c) de zich terugtrekkende Deelnemer blijft lid van de Programmaraad tot hij aan zijn verplichtingen krachtens de letters a) en b) hierboven heeft voldaan. Hij heeft slechts stemrecht in aangelegenheden die rechtstreeks verband houden met deze verplichtingen.

2. De zich terugtrekkende Deelnemer behoudt de rechten welke hij verwerft voor de datum waarop zijn terugtrekking van kracht wordt. Uit handelingen en ontwikkelingen waartoe wordt besloten na zijn terugtrekking ontstaan geen verdere rechten of verplichtingen ten aanzien van dat deel van het programma waaraan hij niet langer bijdraagt, tenzij en voor zover anders is overeengekomen tussen de overblijvende Deelnemers en de zich terugtrekkende Deelnemer. De bepalingen van artikel XVII van het Verdrag tot oprichting van de Organisatie zijn mutatis mutandis van toepassing.

3. Indien een niet-Lid-Staat die overeenkomstig het bepaalde in artikel XVII tot het programma is toegetreden, zich uit het programma wenst terug te trekken, is het bepaalde in dit artikel mutatis mutandis van toepassing.

Artikel XXI

De Bijlagen A en B bij deze Overeenkomst maken een integreerend deel daarvan uit.

Artikel XXII

1. Deze Overeenkomst kan worden gewijzigd op verzoek van een Deelnemer of van de Organisatie. Wijzigingen worden van kracht wanneer alle partijen de depot-Regering van hun goedkeuring in kennis hebben gesteld.

2. De Bijlagen bij deze Overeenkomst kunnen worden gewijzigd door de Programmaraad overeenkomstig de bepalingen vervat in de herzieningsclausule van die Bijlagen.

Artikel XXIII

Zodra deze Overeenkomst in werking is getreden, laat de Regering van de Franse Republiek haar registreren bij het Secretariaat van de Verenigde Naties, zulks overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties.

Artikel XXIV

De Regering van de Franse Republiek treedt op als depositaris van deze Overeenkomst en stelt de Deelnemers en de Organisatie in kennis van de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst en van wijzigingen daarvan en van de nederlegging van alle akten van bekrachtiging, goedkeuring en toetreding en van verklaringen tot voorlopige toepassing van de Overeenkomst.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Neuilly-sur-Seine, 21 september 1973, in de Engelse, de Franse en de Duitse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Regering van de Franse Republiek, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan elk van de Deelnemers en aan de Organisatie.

(Zie voor de ondertekeningen blz. 26 en 27 van dit Tractatenblad.)

Bijlage A**bij de Overeenkomst tussen bepaalde Europese Regeringen en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van het Ariane draagraketprogramma***1. Doelen van het programma*

Het Ariane-programma omvat twee belangrijke doeleinden:

- 1.1 Het eerste doel is Europa aan het begin van de tachtiger jaren een eigen vermogen te verschaffen voor het in een omloopbaan brengen van geostationaire satellieten, ontwikkeld binnen het kader van de Organisatie of van dat der Europese Staten.

De Ariane draagraket zal in staat zijn nuttige ladingen in de orde van grootte van 1500 kg in een overgangsbahn te brengen, zodat het mogelijk wordt met gebruikmaking van een geschikte apogeummotor satellieten in de orde van grootte van 750 kg in een geostationaire baan te brengen.

Het programma is gericht op een potentieel afzetgebied, in hoofdzaak vertegenwoordigd door 35 tot 50 van deze geostationaire satellieten van tussen de 400 en 700 tot 800 kg, die op grond van Europese onderzoekingen voor het eerstvolgende decennium worden voorzien: Europese satellieten, Europese satellieten die deel uitmaken van een wereldomvattend stelsel, en satellieten voor gebruik door derden.

Indien het in paragraaf 1.2 genoemde doel wordt bereikt, is de Ariane draagraket bestemd voor het lanceren van in het kader van de Organisatie of van dat van de Lid-Staten ontwikkelde satellieten en waarvan de lancering moet plaatsvinden na 1 november 1980.

- 1.2 Het tweede doel is een beschrijving op te stellen van de draagraket en zijn productie zodanig te organiseren, dat zulks tegen een concurrerende kostprijs geschiedt.

De produktiekosten van de draagraket worden geraamd op 51 miljoen Franse frank (exclusief belastingen, tegen de op 1 januari 1973 geldende prijzen), aangenomen dat per jaar twee lanceringen plaatsvinden en een redelijk aantal orders op langere termijn aanwezig is.

Bij dit bedrag komen nog de vervoerskosten naar Guyana van de voortstuwingsbrandstoffen en van de lanceringsploeg, geraamd op een bedrag van 12 miljoen Franse frank, berekend op dezelfde wijze als hierboven.

Het aandeel der kosten voor het in stand houden van het Guyanese Ruimtecentrum in het totaal der kosten van de lancering van een draagraket, die in meerdering kunnen

komen van het bedrag der hierboven genoemde kosten, zal het onderwerp vormen van een afzonderlijke overeenkomst.

2. Beschrijving van de drager

De Ariane draagraket is een drietrapsraket. Hij is 47,6 meter hoog en weegt bij de lancering 202 metrieke ton.

De eerste trap. „L 140”, met een middellijn van 3,8 meter, bevat 140 metrieke ton voortstuwingsbrandstoffen (N_2O_4 en UDMH – asymmetrisch dimethylhydrazine), opgeslagen in twee gescheiden identieke tanks, onder druk gebracht door middel van uit de motoren afkomstige hete gassen. Zij zijn van staal, terwijl de verbindingsstukken zijn vervaardigd uit een lichte alliage. De trap wordt voortgestuwd door vier „Viking-2” motoren, voorzien van turbinepompen en een filmgekoelde enkelwandige straalbuis. De totale stuwkracht bij lancering is 240 metrieke ton en de verbrandingstijd 150 seconden.

De tweede trap, „L 33”, met een middellijn van 2,6 meter, vervoert 33 metrieke ton van dezelfde voortstuwingsbrandstoffen in twee tanks van een lichte alliage met een gemeenschappelijk tussenschot. De voortstuwingsbrandstoffen worden onder druk gebracht door middel van onder hoge druk opgeslagen helium. De trap is uitgerust met een „Viking-4” motor, die is afgeleid van het „Viking-2” model door de straalbuis geschikt te maken voor het functioneren in het luchtledige.

De derde trap, „H 8”, met dezelfde middellijn als de „L 33”, vervoert 8 metrieke ton vloeibare waterstof en vloeibare zuurstof in twee tanks met een gemeenschappelijk tussenschot, die tegen hitte beschermd zijn door aan de buitenzijde aangebracht isolatiemateriaal. Deze tanks zijn van een lichte alliage, speciaal gekozen om haar gedraging tijdens lage temperaturen. Hetzelfde materiaal werd gekozen voor de „L 33”, waarvan de tanks nagenoeg dezelfde afmetingen hebben.

Deze tanks staan onder druk. De trap wordt voortgestuwd door een „HM7” motor met een stuwkracht van 6 metrieke ton.

De scheiding van de trappen geschiedt door middel van explosieve slagkoorden en de trappen worden van elkaar gedrukt door remraketten (laagste trap) en versnellingsraketten (hoogste trap).

Het boven de derde trap aangebrachte *instrumentarium* verricht, met behulp van een computer, de centrale functies van zelfbesturing, richtingbepaling en fasering.

Daar bevindt zich ook het instrumentarium voor de verremeting, de afstandsbesturing, de baanbeschrijving en de zelfvernietiging, alsmede het traagheidsgeleidingsmechanisme.

De *beschermkap* is bolvormig om ruimte te kunnen bieden aan de te verwachten satellieten. Hij laat een nuttige lading met een middellijn van 3 meter en een hoogte van 4 meter toe.

Het in een baan om de aarde brengen geschiedt rechtstreeks, dus zonder een voorafgaande kogelbaan, op een hoogte van 200 km.

3. *Ontwikkelingsfase*

De ontwikkelingsfase bestaat uit een definitie-fase en daarna de eigenlijke ontwikkeling.

3.1. *Definitie-fase*

Deze fase ving aan op 1 juli 1973 en dient te zijn voltooid op 31 december 1973. Het eerste kwartaal van deze fase is gewijd aan gedetailleerde studies van het systeem en zijn samenstellende delen, benevens aan de ontwikkeling van gedetailleerde delen, voor het beheer van het programma. De daartoe dienende algemene documentatie behelst voornamelijk:

- een document ter vaststelling van de industriële organisatie;
- een document ter vaststelling van de procedure voor het toezicht op de contracten en subcontracten van het project (regels voor het opstellen van de technische clausules en het technische organisatieschema, procedures voor het toezicht op de kosten en op de termijnen);
- een document ter vaststelling van de procedure voor het beheer van de configuratie van de draagraket (regels voor het opstellen en bijhouden van de gedetailleerde technische specificaties van de draagraket en zijn onderdelen);
- een document ter vaststelling van de procedure voor het opstellen en de controle van de technische documentatie en het vaststellen van de ontwikkelingsfasen, alsook de herzieningen van het ontwerp van de draagraket;
- een document ter vaststelling van de controleprocedure op het produkt (kwaliteits- en betrouwbaarheidszorg van de draagraket)
- de technische beschrijvingen zelf.

Dit gedeelte van de werkzaamheden zal op 1 oktober 1973 door het CNES worden gezien en goedgekeurd. Het tweede kwartaal van de ontwikkelingsfase is in hoofdzaak gewijd aan de onderhandelingen over ontwikkelingscontracten en de definitieve keuze van de contractanten.

Gelijktijdig met deze activiteiten wordt een aantal taken uitgevoerd die verband houden met de voorontwikkeling van of de investeringen in van doorslaggevend belang zijnde onderdelen van de ontwikkelingsfase.

3.2. *Ontwikkeling*

Voor de ontwikkeling is een tijdsduur berekend van zeven jaar, verdeeld over drie perioden:

- een periode van ongeveer drie jaar voor de ontwikkeling en de beproeving en goedkeuring van onderdelen van de trappen (motoren, structuur en uitrusting). Deze periode omvat tevens de bouw van de belangrijkste installaties waarin geïnvesteerd moet worden (testplaatsen voor trappen, gebouwen voor de integratie van de draagraket en de lanceerbasis) alsook de uitvoering van dynamische beproevingen van de draagraket,
- een periode van ongeveer anderhalf jaar, bestemd voor de ontwikkeling en de geschiktheidsbeproeving van de trappen, alsook van de beproevingen ter goedkeuring van de installaties voor integratie van de draagraket en voor het lanceren.
- een periode van vluchtbeproevingen van twee en een half jaar omvattende de voorbereiding en uitvoering van vier proefvluchten met de draagraket, bestaande uit twee lanceringen ten behoeve van de ontwikkeling en twee ten behoeve van de beproeving ter goedkeuring.

De bovengenoemde vier perioden zijn vastgesteld in de vooronderstelling dat deze Overeenkomst uiterlijk op 30 november 1973 in werking treedt en dat de financiering geschiedt overeenkomstig de in Bijlage B aangegeven voorwaarden.

3.3 *Nuttige lading*

De Deelnemers hebben een optie bij de financiering van de ontwikkeling van de nuttige lading, bestemd voor de proefvluchten van de draagraket.

4. *Productiefase*

De productiefase van de draagraket dient een aanvang te nemen tweeënehalf jaar voor het begin van de fase van operationeel gebruik van het voertuig, dat wil zeggen omstreeks medio 1978. De groepering van de orders en de bepaling van de tijdstippen der lanceringen vormen beslissende factoren voor de kosten en de kwaliteit van de draagraket. De productiefase wordt tot in bijzonderheden bepaald in de in het eerste lid van artikel V van deze Overeenkomst genoemde nieuwe Overeenkomst.

5. *Herzieningsclausules*

De bepalingen van deze Bijlage kunnen worden herzien bij een met eenparigheid van stemmen genomen besluit van de Programmaraad.

Bijlage B**bij de Overeenkomst tussen bepaalde Europese Regeringen en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van het Ariane draagraketprogramma***1. Kosten van het programma*

Het financiële raam van het Ariane programma waarop deze Overeenkomst betrekking heeft, zoals dat nader is omschreven in artikel VI.2, behelst de hieronder weergegeven onderdelen. De bedragen zijn uitgedrukt in de op 1 januari 1973 geldende prijzen (exclusief belastingen).

a) Directe uitgaven met betrekking tot de ontwikkelingsfase van het programma, geraamd als volgt (in miljoenen Franse frank):		
		in r.e.
– trappen en integratie van het gehele voertuig	1.586	
– beproevingen op de grond en tijdens de vlucht	334	
– het inrichten van de lanceerbasis ..	140	
te zamen	2.060 MF	
Omerekend in rekeneenheden tegen de op 1 januari 1973 geldende koers (1 r.e. = 5,55419 Fr. fr) is de tegenwaarde		370 891 165
b) Interne uitgaven van de Organisatie, geraamd op		2 500 000
c) Uitgaven voor speciaal ingerichte aan de Organisatie beschikbaar gestelde installaties voor de uitvoering van het programma, geraamd op		7 000 000
Totaal		380 391 165
d) Een bedrag voor onvoorziene uitgaven met betrekking tot het hierboven genoemde onderdeel a), overeenkomstig artikel VII,2,a) van de Overeenkomst		74 178 233
Totaal-generaal, zijnde het algehele aandeel van de Deelnemers, zoals nader omschreven in de artikelen VI en VII van de Overeenkomst		454 569 398

2. Bijdragen

2.1. *Verdeelsleutel voor de bijdragen, uitgedrukt in de nationale munteenheden, met betrekking tot het financiële raam bedoeld in artikel VI, lid 2, van de Overeenkomst en in paragraaf 1 van deze Bijlage*

Deelnemende Staten	Bijdragen aan de directe uitgaven voor de ontwikkelingsfase (par. 1. (a))		Bijdragen aan de interne uitgaven van de Organisatie (par. 1. (b))		Bijdragen aan de uitgaven met betrekking tot de installaties (par. 1. (c))	
	R.e.	Nationale munteenheid	R.e.	Nationale munteenheid	R.e.	Nationale munteenheid
(1)	(2)		(3)		(4)	
Bondsrepubliek Duitsland	74 626 222	261 095 509	503 000	1 759 851	1 408 400	4 927 583
België	18 544 558	902 327 195	125 000	6 082 256	350 000	17 030 038
Denemarken	1 854 456	14 053 587	12 500	94 729	35 000	265 240
Spanje	7 417 823	519 247 610	50 000	3 500 000	140 000	9 800 000
Frankrijk	231 806 978	1 287 499 999	1 562 500	8 678 422	4 375 000	24 299 581
Italië	6 463 972	4 080 804 277	43 500	27 462 216	121 800	76 894 205
Nederland	7 417 823	26 131 284	50 000	176 139	140 000	493 188
Zweden	3 708 912	19 380 623	25 000	130 636	70 000	365 779
Zwitserland	4 450 694	18 177 524	30 000	122 526	84 000	343 073
Andere landen	5 416 579	—	36 750	—	102 900	—
Overige inkomsten ¹⁾	9 183 148	—	61 750	—	172 900	—
Totaal	370 891 165	—	2 500 000	—	7 000 000	—

¹⁾ Andere inkomsten, ontvangen door de Organisatie krachtens toepassing van artikel XI van de Overeenkomst.

Deelnemende Staten	Sub-totaal der bijdragen		Mogelijke bijkomende uitgaven, in het bijzonder uit hoofde van artikel VII, par. 2. (a)		Maximale toezeggingen ²⁾ krachtens toepassing van artikel VII, par. 2. (a)	
	R.e.	Nationale munteenheid	R.e.	Nationale munteenheid	R.e.	Nationale munteenheid
	(5) = (2) + (3) + (4)		(6)		(7) = (5) + (6)	
Bondsrepubliek						
Duitsland	76 537 622	267 782 943	14 924 660	52 217 057	91 462 282	320 000 000
België	19 019 558	925 439 389	3 708 912	180 465 458	22 728 470	1 105 904 847
Denemarken	1 901 956	14 413 556	370 891	2 810 716	2 272 847	17 224 272
Spanje	7 607 823	532 547 610	1 483 565	103 849 550	9 091 388	636 397 160
Frankrijk	237 744 478	1 320 478 002	46 361 396	257 500 002	284 105 874	1 577 978 004 ³⁾
Italië	6 629 272	4 185 160 698	1 290 701	814 839 302	7 919 973	5 000 000 000
Nederland	7 607 823	26 800 611	1 483 565	5 226 258	9 091 388	32 026 869
Zweden	3 803 912	19 877 038	741 782	3 876 122	4 545 694	23 753 160
Zwitserland	4 564 694	18 643 123	890 139	3 635 506	5 454 833	22 278 629
Andere landen	5 556 229	—	1 090 420	—	6 646 649	—
Overige inkomsten ¹⁾	9 417 798	—	1 832 202	—	11 250 000	—
Totaal	380 391 165	—	74 178 233	—	454 569 398	—

¹⁾ Andere inkomsten, ontvangen door de Organisatie krachtens toepassing van artikel XI van de Overeenkomst.

²⁾ Niettegenstaande de toepassing van het bepaalde in artikel VII, lid 1, van de Overeenkomst.

³⁾ Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel VII, lid 2 (b), van de Overeenkomst.

Iedere Deelnemer draagt in zijn nationale munteenheid bij aan de directe uitgaven van de ontwikkelingsfase van het programma voor de in kolom (2) van bovenstaande tabel genoemde bedragen. De bijkomende uitgaven, waartoe de Deelnemers zijn gehouden bij te dragen in hun nationale munteenheid ingeval van toepassing van het tweede lid, letter (a) van artikel VII, zijn vermeld in kolom (6) van bovenstaande tabel.

Iedere Deelnemer draagt voor de in bovenstaande tabel in rekeneenheden uitgedrukte bedragen bij aan de interne uitgaven van de Organisatie en aan de uitgaven met betrekking tot de installaties volgens de in de Organisatie van kracht zijnde omslagen en procedures.

2.2 *Vervaldata van de rechtstreekse uitgaven met betrekking tot de ontwikkelingsfase van het programma*

Het schema van de vastleggings- en betalingskredieten, gebaseerd op een aanvangsdatum van 1 juli 1973 voor de ontwikkelingsfase van het programma luidt als volgt:

	Verplichtingen	Betalingen
1973	100	30
1974	300	180
1975	360	280
1976	360	330
1977	350	330
1978	330	330
1979	200	320
1980	60	260
Totaal	2060	2060

De cijfers zijn uitgedrukt in miljoenen Franse frank tegen de op 1 januari 1973 geldende prijzen.

2.3 *Regeling van het stemrecht*

Voor de tenuitvoerlegging van de artikelen VI.4 en XVI.3 van de Overeenkomst en van paragraaf 5 van deze Bijlage, worden de stemmen als volgt gewogen:

Deelnemende Staten	%
Bondsrepubliek Duitsland	20,12
België	5,00
Denemarken	0,50
Spanje	2,00
Frankrijk	62,50
Italië	1,74

Nederland	2,00
Zweden	1,10
Zwitserland	1,20
Andere landen	1,37 ¹⁾
Andere inkomsten krachtens artikel XI van de Overeenkomst	2,47 ²⁾

¹⁾ Aan Frankrijk toegekend stemgewicht zolang het bepaalde in artikel XI (b) van de Overeenkomst van toepassing is.

²⁾ Aan Frankrijk toegekend stemgewicht.

2.4 *Herziening van de bijdragen*

Ten einde rekening te houden met veranderingen in het prijspeil, worden de bijdragen in de directe uitgaven jaarlijks aan een herziening onderworpen door toepassing op het nog af te roepen bedrag van het percentage van de in de loop van de voorafgaande twaalf maanden in het desbetreffende land ontstane wijzigingen in het prijspeil. De eerste herziening van het bedrag der directe uitgaven wordt verricht op basis van het prijspeil dat op 30 juni 1973 gold. De bijdragen aan de interne uitgaven van de Organisatie en aan de onderhoudskosten van de installaties worden herzien overeenkomstig de in de Organisatie van kracht zijnde regelingen.

Als uitzondering op bovenstaande regeling:

- a) worden de bijdragen van de Bondsrepubliek Duitsland aan de ontwikkelingsfase van het programma aan een enkele herziening onderworpen door op het per 1 januari 1978 nog uitstaande bedrag het percentage toe te passen van de wijzigingen in het prijspeil in de Bondsrepubliek Duitsland gedurende de vier voorafgaande jaren, overeenkomstig de regelingen van de Organisatie;
- b) worden de bijdragen van de Italiaanse Republiek aan de ontwikkelingsfase van het programma aan een enkele herziening onderworpen door op het per 1 januari 1978 nog uitstaande bedrag het percentage toe te passen van de wijzigingen in het prijspeil in Italië sinds 1 januari 1973, overeenkomstig de regelingen van de Organisatie.

2.5. *Wijze van betaling der bijdragen*

Onverminderd het hieronder bepaalde draagt iedere Deelnemer jaarlijks bij aan de uitgaven voortvloeiende uit de uitvoering van de ontwikkelingsfase van het programma krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst en overeenkomstig zijn toezeggingen zoals die in bovenstaande tabellen zijn vermeld. Het bedrag van de verplichting van ie-

dere Deelnemer met betrekking tot de directe uitgaven ten behoeve van de ontwikkelingsfase, uitgedrukt in zijn nationale munteenheid, wordt niet aangetast door mogelijke veranderingen in de wisselkoers tijdens de duur van het programma. Iedere Deelnemer kan worden gevraagd zijn bijdragen aan de geplande uitgaven vooraf aan de Organisatie beschikbaar te stellen. Het aldus beschikbaar gestelde bedrag wordt gestort op een ten voordele van het programma rente dragende rekening.

Het bedrag van de door iedere Deelnemer aangegane verplichting ten aanzien van de in de paragrafen 1 (b) en (c) van deze Bijlage bedoelde uitgaven, uitgedrukt in reken-eenheden, wordt beheerst door de regelingen van de Orga-nisatie ter zake van wijzigingen in de wisselkoersen van de munteenheden der Deelnemers.

De Bondsrepubliek Duitsland verbindt zich ertoe, gedurende 8 jaren, op 10 januari van elk jaar, te beginnen op 10 januari 1974, een vaste bijdrage van 40 miljoen DM ter beschikking te stellen. Deze bijdrage wordt onderworpen aan een enkele herziening krachtens het bepaalde in paragraaf 2.4 hierboven.

Ingeval het in paragraaf 1 (d) van deze Bijlage bedoelde bedrag nog niet ten volle voor het programma wordt vereist, wordt een evenredig deel van haar bijdrage in het niet uitgegeven saldo hetzij terugbetaald aan de Bondsrepubliek hetzij in mindering gebracht op haar voor het jaar 1981 verschuldigde bijdrage.

De Italiaanse Republiek verbindt zich ertoe op 10 januari van elk jaar, te beginnen op 10 januari 1975, voor de duur van het programma, een vast bedrag te betalen van 5000 miljoen lire, niet herzienbaar, behalve op de wijze als bepaald in paragraaf 2.4 hierboven. Dit bedrag wordt als volgt betaald:

1975 833 000 000

1976 833 000 000

1977 834 000 000

(tegen het op 1 januari 1973 geldende prijspeil)

1978 625 000 000

1979 625 000 000

1980 625 000 000

1981 625 000 000

(deze bedragen worden op 1 januari 1978 herzien)

Ingeval het in paragraaf 1 (d) van deze Bijlage bedoelde bedrag nog niet ten volle voor het programma wordt vereist, wordt een evenredig deel van haar bijdrage in het niet uitgegeven saldo hetzij terugbetaald aan de Italiaanse Repu-

bliek, hetzij in mindering gebracht op haar voor het jaar 1981 verschuldigde bijdrage.

De bijdragen worden geïnd door de Organisatie overeenkomstig haar gewone voorschriften. De Organisatie stelt te zamen met het CNES de procedure vast volgens welke de voor de uitvoering van het programma benodigde gelden worden overgedragen.

Indien de gelden niet op de in deze paragraaf aangegeven voorwaarden ter beschikking van het CNES worden gesteld wegens het in gebreke blijven van een Deelnemer, draagt de laatstbedoelde de hieruit voortvloeiende lasten overeenkomstig de regelingen van de Organisatie.

3. Verslagen van de Organisatie inzake de financiële situatie en het sluiten van contracten

De Directeur-Generaal van de Organisatie neemt in overleg met het CNES de nodige maatregelen omtrent de voorlegging van verslagen inzake de voortgang, de geografische werkverdeling, de afroeping van bijdragen, de driemaandelijke en jaarlijkse afrekeningen en de meest recente ramingen van de kosten tot en met de voltooiing van het programma.

4. In acht te nemen financiële voorschriften

De Directeur-Generaal van de Organisatie legt aan de Programmaraad een jaarlijkse begroting voor, in het bijzonder opgesteld aan de hand van door het CNES verschaft gegevens omtrent de directe uitgaven. De ontwerp-begroting omvat de globale bedragen voor de vastleggings- en betalingskredieten die door de Programmaraad moeten worden goedgekeurd voor het begin van het boekjaar. De gedetailleerde gegevens over de begroting dienen te worden verschaft in een afzonderlijk financieringsplan.

5. Herzieningsclausules

De bepalingen in de eerste en de tweede paragraaf van deze Bijlage kunnen worden herzien bij een met eenparigheid van stemmen genomen besluit van de Programmaraad. De bepalingen van de derde en vierde paragraaf van deze Bijlage kunnen worden herzien door de Programmaraad bij een met een twee derde meerderheid der uitgebrachte stemmen genomen besluit, mits die stemmen ten minste twee derde van het in paragraaf 2.3 bedoelde stemgewicht vertegenwoordigen.

D. PARLEMENT

De Overeenkomst, met Bijlagen, behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel XVI, tweede lid, van de Overeenkomst hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging of goedkeuring nedergelegd bij de Regering van de Franse Republiek:

Frankrijk	28 december 1973
Zweden	4 juni 1974

Een verklaring als bedoeld in artikel XVI, vierde lid, van de Overeenkomst is afgelegd door:

het *Koninkrijk der Nederlanden* 30 november 1973

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst, met Bijlagen, zijn ingevolge artikel XVI, derde lid, op 28 december 1973 in werking getreden voor de Bondsrepubliek Duitsland (mede voor het „Land” Berlijn), Frankrijk en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek.

Voor de overige Partijen treden de bepalingen van de Overeenkomst ingevolge artikel XVI, tweede lid, in werking op de dag van nederlegging van een akte van bekrachtiging of goedkeuring bij de Regering van de Franse Republiek.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst, met Bijlagen, alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van het op 14 juni 1962 te Parijs voor ondertekening opengestelde Verdrag tot oprichting van de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek, met Financieel Protocol en Protocol betreffende de financiering der Organisatie gedurende de eerste acht jaren van haar bestaan, naar welk Verdrag wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1963, 2; voor de vertaling in het Nederlands zie *Trb.* 1963, 20; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1969, 53.

Van de op 13 juli 1967 te Rome tot stand gekomen Resolutie inzake de institutionalisering van de Europese Ruimte Conferentie, naar welke Conferentie wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1969, 51; zie ook *Trb.* 1974, 103.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof in artikel XV, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Trb.* 1971, 55.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welk Handvest in artikel XXIII van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is de Engelse tekst, alsmede de vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 156.

Uitgegeven de *tiende* oktober 1974.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.